

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
22 ΙΟΥΝΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
79

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1363

Κύρωση Ευρωπαϊκής Σύμβασης γιά τά Προξενικά Καθήκοντα.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυρώνεται, καὶ ἔχει τὴν ἰσχὺ ποὺ ὁρίζει τὸ ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος, ἡ Εὐρωπαϊκὴ Σύμβαση γιὰ τὰ Προξενικὰ Καθήκοντα, μαζὶ μὲ τὰ συνημμένα σ' αὐτὴν I καὶ II Παραρτήματα, ποὺ ὑπογράφηκαν στὸ Παρίσι στὶς 11 Δεκεμβρίου 1967, τῶν ὁποίων τὸ κείμενο σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχει ὡς ἑξῆς :

CONVENTION EUROPEENNE SUR LES FONCTIONS CONSULAIRES
PREAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention.

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social, et que ce but peut être atteint notamment par la conclusion de conventions internationales;

Prenant note du fait que les relations et les privilèges et immunités consulaires ont été réglés par la Convention de Vienne sur les relations consulaires, signée le 24 avril 1963, et par d'autres Conventions ;

Convaincus que la conclusion d'une Convention européenne sur les fonctions consulaires est de nature à faira progresser l'oeuvre d'unification et de coopération européennes;

Affirmant que les questions qui ne sont pas réglées par la présente Convention continueront à être régies par le droit international coutumier ;

Constatant que les règles particulières en matière de fonctions consulaires ont pu être établies en ce qui concerne les fonctionnaires consulaires des Parties Contractantes uniquement en raison de l'étroite coopération qui les unit,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I
Définitions

Article 1

Aux fins de la présente Convention,

(a) l'expression «fonctionnaire consulaire» s'entend de toute personne chargée par l'Etat d'envoi de l'exercice de fonctions consulaires et autorisée par l'Etat de résidence à exercer ces fonctions ;

(d) l'expression «Etat d'envoi» désigne la Partie Contractante qui nomme le fonctionnaire consulaire ;

c) l'expression «Etat de résidence» désigne la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le fonctionaire consulaire exerce ses fonctions ;

(d) l'expression «ressortissant» vise toute personne, y compris, lorsque le contexte l'admet, toute personne morale qui, à l'égard de l'Etat d'envoi, est considérée comme son ressortissant en conformité de sa loi ;

(e) l'expression «poste consulaire» s'entend de tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire ;

(f) l'expression «circonscription consulaire» s'entend du territoire attribué à un poste consulaire pour l'exercice des fonctions consulaires ;

(g) l'expression «navire de l'Etat d'envoi» désigne tout bâtiment de mer, autre qu'un bâtiment de guerre, qui possède la nationalité de l'Etat d'envoi conformément à la législation de cet Etat.

CHAPITRE II
Fonctions Consulaires en Général

Article 2

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de protéger les ressortissants de l'Etat d'envoi, et de défendre leurs droits et intérêts.

2. Ils ont également le droit de favoriser les intérêts de l'Etat d'envoi, notamment dans les matières commerciale, économique, sociale, professionnelle, touristique, artistique, scientifique et d'éducation, ainsi qu'en matière maritime et d'aviation civile, et de promouvoir et de développer, dans ces domaines et dans d'autres, la coopération entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

3. Après notification à l'Etat de résidence, toute Partie Contractante a le droit de confier la protection de ses ressortissants et la défense de leurs droits et intérêts à des fonctionnaires consilaires d'une autre Partie Contractante.

Article 3

1. Dans l'exercice des fonctions consulaires, les fonctionnaires consulaires ont le droit de s'adresser :

(a) aux autorités administratives et judiciaires compétentes de leur circonscription;

(b) dans les affaires intéressant cette même circonscription, aux autorités centrales compétentes, administratives et judiciaires, de l'Etat de résidence, dans la mesure où la pratique de cet Etat le permet.

2. Lorsque les fonctionnaires consulaires s'adressent aux autorités précitées aur écrit, celles-ci peuvent exiger une traduction dans une des langues officielles de l'Etat de résidence.

Article 4

En vue de la protection des droits et intérêts des ressortissants de l'Etat d'envoi, les fonctionnaires consulaires ont le droit:

(a) sous réserve des dispositions de l'article 6, de se rendre auprès de ces ressortissants, de communiquer et de s'entretenir avec eux et de les conseiller ;

(b) de s'informer au sujet de tout incident affectant les intérêts de ces ressortissants ;

(c) d'assister ces ressortissants dans leurs rapports avec les autorités administratives mentionnées à l'article 3;

(d) de les aider, lorsque les lois et réglements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas, dans leurs instances devant les autorités judiciaires mentionnées à l'article 3 ;

(e) de leur assurer, s'il y a lieu, l'assistance d'un homme de loi;

(f) de proposer un interprète pour assister leurs ressortissants devant les autorités visées à l'article 3 ou, avec le consentement desdites autorités, d'agir en qualité d'interprète pour le compte de ces ressortissants.

Article 5

Les ressortissants de l'Etat d'envoi ont, en tout temps, le droit de communiquer avec les fonctionnaires consulaires compétents, sous réserve des dispositions de l'article 6, et, à moins d'être arrêtés ou détenus, de se rendre auprès d'eux au poste consulaire.

Article 6

1. Le fonctionnaire consulaire est informé sans retard par les autorités compétentes de l'Etat de résidence lorsque, dans les limites de sa circonscription, un ressortissant de l'Etat d'envoi at l'objet de la part desdites autorités d'une mesure privative de liberté.

2. Toute communication entre ce fonctionnaire consulaire et un ressortissant de l'Etat d'envoi arrêté ou détenu autrement qu'en exécution d'un jugement ou d'une décision administrative définitifs, est transmise sans retard par les autorités compétentes. Le fonctionnaire consulaire a le droit de visiter ce ressortissant et de s'entretenir avec lui. Les droits mentionnés au présent paragraphe doivent être exercés conformément aux lois et réglements de l'Etat de résidence, à condition, toutefois, que ces lois et réglements permettent la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent paragraphe.

3. Toute communication entre les fonctionnaires consulaires et un ressortissant de l'Etat d'envoi se trouvant dans un établissement de détension de leur circenscription en exécution d'un jugement ou d'une décision administrative définitifs, est transmise sans retard, compte tenu du règlement de cet établissement. A cette condition, les fonctionnaires consulaires ont le droit, après en avoir fait connaître l'intention à l'autorité compétente, de visiter ce ressortissant et de s'entretenir avec leui, même en particulier.

Article 7

Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) d'immatriculer les ressortissants de l'Etat d'envoi ;

(b) de délivrer et renouveler aux ressortissants de l'Etat d'envoi et à toute autre personne qualifiée pour les obtenir :

(i) des pièces d'identité ;

(ii) des passeports ou autres titres de voyages ;

(c) d'accorder et renouveler tout visa d'entrée dans l'Etat d'envoi.

Article 8

Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) d'accomplir toutes les formalités se rapportant à tout service national obligatoire, y compris les obligations militaires des ressortissants de l'Etat d'envoi, de publier des avis a leur intention et de leur adresser des convocations individuelles ou tout autre document relatif à ces obligations ;

(b) d'envoyer des notifications individuelles aux ressortissants de l'Etat d'envoi à l'occasion de référendums et d'élections nationales et locales, et de recevoir les bulletins de vote de leurs ressortissants habilités à participer auxdits référendums et élections.

Article 9

Les fonctionnaires consulaires ont le droit, en matière civile et commerciale, de signifier des actes judiciaires, de transmettre des actes extra-judiciaires ou d'exécuter des commissions rogatoires à la démande des tribunaux de l'Etat d'envoi conformément aux accords internationaux en vigueur ou, à défaut de tels accords, si l'Etat de résidence ne s'y oppose pas.

Article 10

Les fonctionnaires consulaires peuvent délivrer des certificats d'origine ou de provenance de marchandises et d'autres pièces similaires.

Article 11

Les fonctionnaires consulaires peuvent recevoir en dépôt les sommes d'argent, documents et objets de toute nature qui leur seraient remis par des ressortissants de l'Etat d'envoi ou pour le compte de ces ressortissants.

Article 12

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de recevoir toute déclaration qui pourrait être exigée par les lois et règlements de l'Etat d'envoi, notamment en ce qui concerne la nationalité.

2. Ils ont également le droit, dans la mesure où les lois et réglements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas, de légaliser ou certifier des signatures, de viser ou certifier des documents et de traduire ces documents en vue notamment de leur production devant une autorité de l'Etat de résidence.

Article 13

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) de dresser ou transcrire des actes de naissance ou de décès ou tout autre acte relatif à l'état civil des ressortissants de l'Etat d'envoi;

(b) de célébrer un mariage à condition qu'au moins un des futurs conjoints soit ressortissant de l'Etat d'envoi, qu'aucun d'eux ne soit ressortissant de l'Etat de résidence et que les lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'opposent pas à la célébration du mariage par le fonctionnaire consulaire.

2. L'établissement des actes visés au paragraphe 1, alinéa (a), ne comporte pas d'exemption quant aux obligations prévues par les lois et réglements de l'Etat de résidence.

Article 14

1. Si des lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas, et sans préjudice de toute mesure que les autorités compétentes de cet Etat pourraient prendre à cet effet, les fonctionnaires consulaires ont le droit de sauvegarder les intérêts des mineurs et autres incapables ressortissants de l'Etat d'envoi, et notamment d'organiser leur tutelle ou curatelle.

2 Lorsque cette tutelle ou curatelle sera organisée par les autorités de l'Etat de résidence, les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) de proposer à ces autorités une personne susceptible d'être désignée comme tuteur ou curateur ;

(b) de veiller sur les intérêts de ces mineurs et incapables.

3. S'il vient à la connaissance des autorités locales compétentes de l'Etat de résidence qu'un ressortissant de l'Etat d'envoi auquel un régime de tutelle ou de curatelle doit être appliqué, se trouve dans l'Etat de résidence, elles en informeront le fonctionnaire consulaire intéressé. Celui-ci informera de même lesdites autorités s'il tient les renseignements en question d'une autre source.

Article 15

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de dresser ou recevoir en la forme notariée ou en la forme analogue prévue par les lois et règlements de l'Etat d'envoi:

(a) tous actes et contrats concernant exclusivement les ressortissants de l'Etat d'envoi ;

(b) les contrats de mariage dans lesquels au moins l'une des parties est ressortissant de l'Etat d'envoi ;

(c) tous actes et contrats nonobstant le fait qu'aucune des parties ne soit ressortissant de l'Etat d'envoi, à la condition que ces actes et contrats se rapportent à des biens situés dans cet Etat ou soient destinés à produire leurs effets sur le territoire de ce même Etat.

2. Les actes et contrats visés au paragraphe précédent ne pourront produir d'effets juridiques sur le territoire de l'Etat de résidence que dans la mesure où les lois et réglements de celui-ci ne s'y opposent pas.

3. Lorsqu'une prestation de serment ou une décla ration tenant lieu de serment est exigée par les lois et règlements de l'Etat d'envoi, les fonctionnaires consulaires ont le droit de recueillir ce serment ou cette déclaration.

Article 16

1. Les fonctionnaires consulaires peuvent conseiller les ressortissants de l'Etat d'envoi sur les droits que comportent les lois et règlements relatifs à la sécurité sociale et à l'assistance sociale et médicale de l'Etat de résidence, et leur prêter toute assistance en la matière.

2. En particulier, ils peuvent, lorsque le bénéficiaire n'est pas dûment représenté dans l'Etat de résidence, recevoir, conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence, le versement des pensions, rentes ou indemnités dues aux ressortissants de l'Etat d'envoi, et transmettre ces prestations aux ayants-droit conformément aux lois et règlements de l'Etat d'envoi et aux accords internationaux en vigueur, notamment dans le domaine de la sécurité sociale.

CHAPITRE III
Successions

Article 17

1. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informent le fonctionnaire consulaire intéressé aussitôt qu'elles en ont connaissance :

(a) du décès dans sa circonscription d'un ressortissant de l'Etat d'envoi:

(b) de l'ouverture dans sa circonscription de toute succession dans laquelle il apparait que le fonctionnaire consulaire peut avoir le droit de représenter des intérêts en vertu du présent chapitre.

2. Le fonctionnaire consulaire, s'il a connaissance le premier d'un tel décés ou de l'ouverture d'une telle succession, informe de même les autorités compétentes de l'Etat de résidence, et le cas échéant, d'autres fonctionnaires consulaires intéressés.

Article 18

Lorsqu'un ressortissant de l'Etat d'envoi est décédé dans l'Etat de résidence n'y ayant pas son domicile ou sa résidence habituelle, le fonctionnaire consulaire dans la circonscription duquel le décès s'est produit peut prendre en charge les effets personnels et sommes d'argent laissès par le de cujus pour en assurer la sauvegarde immédiate, sous réserve du droit des autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence de s'en saisir dans l'intèrêt de la justice. Toute mesure conservatoire ou de disposition relative à ces effets ou sommes d'argent est soumise aux lois et règlements de l'Etat de résidence.

Article 19

Lorsque dans l'Etat de résidence il est permis de recueillir et de remmetre des successions de peu d'importance sans avoir obtenu au préalable un mandat judiciaire, le fonctionnaire consulaire a le droit de recueillir et de remettre de telles successions des ressortissants de l'Etat d'envoi.

Article 20

1. Lorsqu'un défunt laisse des biens dans l'Etat de résidence et qu'un ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas dans l'Etat de résidence et n'y étant pas légalement représenté a ou pourrait avoir des intérêts dans ces biens, le fonctionnaire consulaire dans la circonscription duquel la succession est administrée ou gérée conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence ou, à défaut, dans la circonscription duquel les biens sont situés, a le droit de représenter ce ressortissant, en ce qui concerne les intérêts de ce dernier dans cette succession ou dans ces biens, comme si une procuration avait été établie en sa faveur par ce ressortissant.

2. Les dispositions du précédent paragraphe s'appliquent également, si cela est compatible avec les lois et règlements de l'Etat de résidence, lorsqu'un ressortissant de l'Etat d'envoi résidant dans l'Etat de résidence se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses droits.

3. La procuration présumée du fonctionnaire consulaire cesse d'avoir effet à compter du jour où le fonctionnaire consulaire est informé que ce ressortissant défend ses intérêts dans l'Etat de résidence soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un représentant dûment nommé.

4. Si toutefois un mandat judiciaire a été accordé au fonctionnaire consulaire en conformité de l'article 23, la procuration présumée cesse d'avoir effet à partirdu jour où ce mandat aura pris fin sur demande de l'intéressé ou de son représentant ou autrement.

Article 21

1. Lorsque le fonctionnaire consulaire exerce le droit de représentation prévu à l'article 20, il peut intervenir en vue d'assurer la protection et la conservation des intérêts de la personne qu'il a le droit de représenter, sous réserve des dispositions du paragraphe 1er de l'article 23. Il peut, le cas échéant, demander aux autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence l'apposition et la levée des scellés ainsi que l'établissement de l'inventaire.

2. Lorsque l'article 20 ne trouve pas application et si cela est compatible avec les lois et règlements de l'Etat de résidence, le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était le ressortissant peut intervenir dans le même sens sous réserve des dispositions du paragraphe 1er de l'article 23 en vue d'assurer la protection et la conservation des biens. Il en est de même lorsque les exécuteurs testamentaires ne se trouvent pas présents ou représentés.

Article 22

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire exerce le droit de représentation prévu à l'article 20, il peut, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 23 et si cela est compatible avec les lois et règlements de l'Etat de résidence, prendre en charge et administrer la succession dans la même mesure que si une procuration avait été établie en sa faveur par son ressortissant, à moins qu'une autre personne ayant des droits égaux ou supérieurs n'ait déjà pris les mesures nécessaires à cet effet.

Article 23

1. Si, aux termes des lois et règlements de l'Etat de résidence, un mandat judiciaire est nécessaire pour habiliter le fonctionnaire consulaire à protéger et conserver la succession, tout mandat judiciaire dont aurait bénéficié le mandataire dûment nommé de la personne représentée par le fonctionnaire consulaire est accordé à celui-ci sur sa demande. Si un commencement de preuve fait apparaître la nécessité de protéger et de conserver immédiatement la succession, et qu'il existe une personne ayant un intérêt dans cette succession et pouvant être représentée par le fonctionnaire consulaire, le tribunal peut, à titre provisoire, lui accorder un mandat judiciaire limité à l'exercice de cette protection ou conservation jusqu'à ce qu'un autre mandat soit accordé.

2. Lorsqu'un mandat judiciaire est nécessaire aux termes des lois et règlements de l'Etat de résidence pour habiliter le fonctionnaire consulaire à prendre en charge et à administrer la succession, le fonctionnaire consulaire à le droit de demander et d'obtenir ce mandat dans les mêmes conditions qu'un mandataire dûment nommé par la personne intéressée.

3. Le tribunal peut surseoir à la délivrance au fonctionnaire consulaire d'un mandat pendant tout le temps qu'il considère nécessaire pour que la personne représentée par le fonctionnaire consulaire puisse être avisée et décider si elle désire être représentée autrement.

Article 24

1. Lorsque le fonctionnaire consulaire a obtenu un mandat judiciaire conformément au paragraphe 2 de l'article 23, il doit, si le tribunal le demande. apporter une preuve valable de la remise de l'actif aux personnes habilitées à le recevoir ou, au cas où il ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, rembourser ou restituer cet actif à l'autorité ou à la personne qualifiée à cet effet. Il doit également, après avoir administré la succession, remettre l'actif aux personnes habilitées à le recevoir par telles voies que le tribunal pourrait, le cas échéant, déterminer.

2. Lorsque le fonctionnaire consulaire peut prendre en charge et administrer la succession sans mandat judiciaire, il doit se conformer , quant à la remise de l'actif aux bénéficiaires, aux dispositions des lois et règlements de l'Etat de résidence.

Article 25

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire exerce, par rapport à une succession, les droits visés aux articles 18 à 24, il est soumis, dans cette mesure et dans sa qualité consulaire, à la juridiction des tribunaux de l'Etat de résidence.

Article 26

Le fonctionnaire consulaire peut recevoir d'une autorité ou d'une personne compétente aux fins de transmission à un ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas dans l'Etat de résidence, des fonds ou autres avoirs auxquels ce ressortissant a droit par suite du décès d'une personne quelconque. Ces fonds ou autres avoirs peuvent comprendre, notamment, des parts dans une sucession, des paiements effectués par application de la législation sociale, ainsi que les sommes perçues au titre de polices d'assurances sur la vie. En ce qui concerne la preuve de ce que les ressortissants destinataires desdits fonds ou autres avoirs les ont effectivement reçus ou en ce qui concerne la restitution desdits fonds ou autres avoirs, au cas où le fonctionnaire consualire ne serait pas en mesure de produire une telle preuve, celuici se conformera aux conditions posées par l'autorité ou la personne compétente visée ci-dessus.

Article 27

Les fonds ou autres avoirs versés, remis ou transmis au fonctionnaire consulaire, ne peuvent l'être que dans la mesure et dans les condisions où le versement, la remise ou la transmission aux personnes que le fonctionnaire consulaire représente ou pour le compte desquelles il reçoit les fonds et autres avoirs, seraient autorisés par les lois et règlements de l'Etat de résidence. En ce qui concerne les fonds ou autres avoirs, le fonctionnaire consulaire n'a pas des droits plus étendus que ceux qu'auraient les personnes qu'il représente ou pour le compte desquelles il les recueille, si les fonds ou autres avoirs avaient été directement versés, remis ou transmis à ces personnes.

CHAPITRE IV

Navigation Maritime

Article 28

Les fonctionnaires consulaires ont le droit de prêter toute assistance appropriée aux navires de l'Etat d'envoi se trouvant dans les ports et dans les eaux territoriales ou intérieures de l'Etat de résidence.

Article 29

Les fonctionnaires consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités de l'Etat de résidence dans toute affaire concernant l'exercice des fonctions visées au présent chapitre et ces autorités prêtent l'assistance ainsi requise à moins qu'elles n'aient des raisons sérieuses à invoquer pour la refuser dans un cas particulier.

Article 30

1. Lorsqu'un navire de l'Etat d'envoi se trouve dans un port de l'Etat de résidence, ou jette l'ancre dans les eaux territoriales ou intérieures dudit Etat, les fonctionnaires consulaires compétents peuvent, sitôt après son admission à la libre pratique se rendre à bord en personne ou y envoyer un délégué.

2. Le capitaine et les membres de l'équipage sont autorisés à communiquer avec le fonctionnaire consulaire. Ils peuvent se rendre au poste consulaire si le temps disponible avant le départ du navire le permet. Lorsque les autorités de l'Etat de résidence estiment que ce temps n'est pas suffisant, elles en informeront immédiatement le fonctionnaire consulaire compétent.

Article 31

Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) d'interroger le capitaine et les membres de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi ;

(b) d'examiner et viser les documents de bord ;

(c) lorsque le droit maritime de l'Etat d'envoi l'exige, de recueillir des dépositions ou d'effectuer des déclarations maritimes relatives à tous les événemets concernant le capitaine et les membres de l'équipage, ainsi que les autres personnes se trouvant à bord, le navire, son voyage, sa destination et sa cargaison ;

(d) d'une manière générale, de faciliter l'entrée du navire dans le port et dans les eaux territoriales ou intérieures. son séjour et son départ ;

(e) de délivrer, au nom de l'Etat d'envoi, tous documents nécessaires pour permettre au navire de poursuivre son voyage ;

(f) de délivrer et renouveler tout document spécial concernant les marins et admis par les lois et règlements de l'Etat d'envoi ;

(g) de prendre toute disposition concernant l'engagement, l'embarquement, le licenciement et le débarquement du capitaine ou des membes de l'équipage;

(h) de recevoir, dresser ou signer toute déclaration ou autre document prescrit par le droit maritime de l'Etat d'envoi et concernant notamment :

(i) l'inscription et la radiation d'un navire dans les registres de l'Etat d'envoi;

(ii) toute mutation dans la propriété d'un navire figurant sur ce registre ;

(iii) toute inscription d'hypothèque ou autre droit réel grevant un tel navire ;

(iv) l'armement ou le désarmement d'un tel navire ;

(v) la perte du navire ou les avaries subies par lui ;

(i) de prendre toute autre mesure pour faire respecter à bord du navire les lois et règlements de l'Etat d'envoi en matière de navigation.

Article 32

Les fonctionnaires consulaires ou leurs délégués ont le droit de prêter aide et assistance au capitaine ou aux membres de l'équipage dans leurs rapports avec les autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence.

Article 33

Sous réserve des dispositions des articles 35 et 36, les fonctionnaires consulaires ont le droit ;

(a) de prendre des mesures pour maintenir le bon ordre et la discipline à bord des navires de l'Etat d'envoi ;

(b) de régler les contestations entre le capitaine et les membres de l'équipage, y compris les contestations relatives au salaire et aux contrats d'engagement.

Article 34

1. Les fonctionnaires consulaires peuvent prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'assistance médicale, y compris l'hospitalisation du capitaine et des membres de l'équipage, même licenciés, d'un navire de l'Etat d'envoi.

2. Ils peuvent également prendre les dispositions nécessaires pour le rapatriement des mêmes personnes.

Article 35

1. Sauf à la requête des fonctionnaires consulaires ou avec leur consentement, les autorités administratives de l'Etat de résidence n'interviennent pas dans les affaires relatives à la direction intérieure du navire.

2. Les autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence n'interviennent pas au sujet de la détention, à bord, d'un marin pour faute disciplinaire, si cette détention est prévue par les lois et règlements de l'Etat d'envoi et n'est accompagnée d'aucune mesure de sévérité inhumaine ou injustifiable, ou s'il n'existe pas de motifs sérieux pour estimer que la vie ou la liberté du marin seront menacées en raison de sa race, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de sa religion dans tout pays de destination probable du navire.

3. En ce qui concerne les contestations entre le capitaine et les membres de l'équipage sur le salaire et les contrats d'engagement, les autorités judiciaires de l'Etat de résidence n'exerceront la compétence qu'elles possèdent aux termes des lois et règlements de cet Etat qu'après notification au fonctionnaire consulaire, et sauf objection de celui-ci.

Article 36

1. Sauf stipulation contraire des paragraphes 2 et 3 du présent article, les autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence ne peuvent exercer leur juridiction ou intervenir au sujet d'infractions ou de faits survenus à bord d'un navire, qu'à la requête ou avec le consentement du fonctionnarie consulaire ou de toute autre personne dûment autorisée.

2. Indépendamment du consentement du fonctionnaire consulaire ou d'une autre personne dûment autorisée, les autorités juduciaires de l'Etat de résidence peuvent exercer leur juridiction en ce qui concerne les infractions commises à bord, lorsque ces infractions ;:

(a) ont été commises par ou contre toute personne autre que le capitaine ou un membre de l'équipage, ou par ou contre un ressortissant de l'Etat de résidence ;

(b) ont compromis la tranquillité ou la sécurité d'un port de l'Etat de résidence ou la sécurité des eaux territoriales ou intérieures de cet Etat ;

(c) sont des infractions contre les lois et règlements de l'Etat de résidence concernant la sûreté de l'Etat, la santé publique, la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'entrée du territoire, la douane ou la pollution par les hydrocarbures ;

(d) constituent des infractions graves.

3. Les autorités administratives de l'Etat de résidence peuvent intervenir, indépendamment du consentement du fonctionnaire consulaire ou de toute autre personne dûment autorisée, au sujet de faits survenus à bord du navire :

(a) lorsqu'une personne est accusée d'avoir commis à bord du navire une infraction au sujet de laquelle les autorités judiciaires de l'Etat de résidence peuvent, conformément au paragraphe précédent, exercer leur juridiction, ou lorsqu'il existe des motifs sérieux de croire qu'une telle infraction est sur le point d'être, est, ou a été commise à bord ;

(b) lorsqu'elles sont en droit d'intervenir, conformément au paragraphe 2 de l'article 35 ;

(c) lorsqu'une personne est retenue à bord contre sa volonté, à l'exception du cas de détention d'un membre de l'équipage pour faute disciplinaire ;

(d) pour prendre toute mesure ou procéder à tout examen qu'elles considèrent nécessaires, ayant trait à l'une des mesures visées aux alinéas (b) et (c) du paragraphe précédent.

4. Aux fins du présent article, le terme «infraction grave» désigne toute infraction qui, d'après les lois et règlements de l'Etat de résidence, est punissable d'une peine maximale privative de liberté d'au moins cinq ans ou, les cas échéant, et pour les Etats qui en auront fait notification, d'une peine privative de liberté de trois ou quatre ans.

Article 37

1. A moins que cela ne soit impossible en raison de l'urgence de l'affaire, le fonctionnaire consulaire doit être informé suffisamment à l'avance pour lui permettre d'être présent, lorsque les autorités de l'Etat de résidence procèdent à bord du navire à l'application des dispositions de l'article 36.

2. Dans tous les cas où les autorités de l'Etat de résidence agissent en vertu de l'article 36, elles fourniront aux fonctionnaires consulaires des renseignements complets sur les faits en cause.

3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux examens usuels concernant les douanes, la santé publique, la police des ports, les marchandises dangereuses et le contrôle de l'immigration.

Article 38

1. Lorsqu'un membre de l'équipage d'un navire ne rejoint pas son poste à bord d'un navire de l'Etat d'envoi, les autorités administratives et judiciaires de l'Etat de résidence accordent sur requête du fonctionnaire consulaire toute assistance possible pour la recherche dudit membre de l'équipage.

2. Sur preuve de désertion et sous réserve des dispositions de l'article 29, le déserteur est détenu par les autorités de l'Etat de résidence, et reconduit à bord ou remis au capitaine, ou à toute autre personne compétente en vertu des lois et règlements de l'Etat de résidence.

3. Les autorités de l'Etat de résidence ne sont pas tenues par les stipulations du paragraphe précédent:

(a) lorsque le déserteur est un ressortissant de l'Etat de résidence :

(b) lorsqu'il existe des motifs sérieux de croire que la vie ou la liberté de celui-ci seront menacées en raison de sa race, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de sa religion dans tout pays de destination probable du navire.

4. Lorsqu'un membre de l'équipage d'un navire manque ce navire et désire le rejoindre dans un autre port ou rejoindre un autre navire, ou d'une manière générale quitter immédiatement l'Etat de résidence, les autorités de cet Etat, sur la requête du fonctionnaire consulaire, accorderont s'ilya lieu et sous réserve des dispositions de l'article 29, les facilités et l'assistance appropriées à ces fins, et s'abstiendront de toute action qui pourrait en entraver la réalisation.

Article 39

1. Les autorités de l'Etat de résidence informeront dès qu'elles en auront connaissance le fonctionnaire consulaire compétent lorsque :

(a) un navire de l'Etat d'envoi fait naufrage ou échoue dans les eaux territoriales ou intéreures de l'Etat de résidence ou au voisinage de ces eaux;

(b) la partie d'un navire ou la cargaison d'un navire de l'Etat d'envoi échouent sur le littoral de l'Etat de résidence.

2. Les autorités de l'Etat de résidence prendront toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre, assurer la protection du navire, des personnes et des biens dans les cas visés au paragraphe précédent, et éviter les dommages qui pourraient être causés à d'autres navires ou aux aménagements portuaires. Elles informeront également ausitôt que possible le fonctionnaire consulaire compétent de ces mesures et, lorsque cela s'avère approprié et praticable, l'associeront à celles-ci.

Article 40

1. Lorsque le capitaine, l'armateur, les assureurs ou leurs agents ne sont pas en mesure de prendre des dispositions à cet effet, le fonctionnaire consulaire compétent pourra prendre en qualité de représentant de l'armateur, en collaboration avec les autorités de l'Etat de résidence et conformément aux lois et règlements de cet Etat, les mêmes dispositions concernant un navire, une partie de ce navire, ou la cargaison, visés au paragraphe 1 de l'article 39, que l'armateur aurait pu prendre s'il avait été présent.

2. Les objets appartenant à un tel navire ou à une telle cargaison ne seront passibles de droits et taxes d'importation que s'ils sont livrés à la consommation intérieure dans l'Etat de résidence. Les autorités de l'Etat de résidence pourront cependant, si elles le jugent opportun, réclamer des garanties en vue de la sauvegarde des intérêts du Trésor en ce qui concerne pareils objets temporairement entreposés dans l'Etat de résidence.

Article 41

1. Lorsque le capitaine ou un membre de l'équipage, n'étant pas ressortissant de l'Etat du pavillon, vient à décéder en mer, ou à terre dans un pays quelconque, les autorités compétentes de l'Etat du pavillon communiqueront sans délai au fonctionnaire consulaire ou aux autres autorités compétentes de l'Etat du de cujus copie des comptes qu'elles ont reçus en ce qui concerne les effets, salaire ou autres biens du défunt, ainsi que tous les renseignements susceptibles de faciliter la recherche de personnes ayant des droits à faire valoir pour recueillir sa succession.

2. Lorsque la valeur des effets, salaire et autres biens du capitaine ou du marin défunt n'excède pas 500 francs suisses or, ou toute autre somme supérieure dont le montant sera notifié ultérieurement par l'Etat du pavillon, les autorités compétentes de cet Etat, lorsque'elles sont convaincues qu'une personne résidant dans l'Etat du de-cujus a qualité pour recueillir la succession du défunt, transféreront sans délai au fonctionnaire consulaire ou aux autres autorités compétentes de l'Etat du

de cujus les effets, salaire et autres biens du capitaine ou du marin défunt dont elles ont la garde. Toutefois, les autorités de l'Etat du pavillon ont le droit, avant de procéder à ce transfert, de prélever sur l'actif de ladite succession toutes sommes nécessaires pour couvrir les créances de personnes ne résidant pas dans l'Etat du de cujus lorsqu' elles estiment que ces créances sont justifiées.

CHAPITRE V

Dispositions Générales

Article 42

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires consulaires peuvent percevoir les droits et taxes prévus par l'Etat d'envoi. Les droits et taxes ainsi perçus seront librement convertibles et transferables dans la monnaie de l'Etat d'envoi.

Article 43

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux autres accords internationaux en vigueur dans les rapports entre les Etats parties à ces accords.

Article 44

1. Les fonctionnaires consulaires, en plus des fonctions consulaires prévues dans la présente Convention, ont le droit d'exercer toutes les autres fonctions consulaires qui leur sont conférées par l'Etat d'envoi et qui ne sont pas interdites par la législation de l'Etat de résidence ou auxquelles cet Etat ne s'oppose pas.

2. Dans tous les cas où la présente Convention prévoit l'exercice de certaines fonctions par un fonctionnaire consulaire, il appartient à l'Etat d'envoi de déterminer si et dans quelle mesure les fonctionnaires consulaires exerceront ces fonctions.

3. Aucune Partie Contractante ne peut prétendre, en vertu de la présente Convention, que ses fonctionnaires consulaires puissent exercer sur le territoire d'une autre Partie des fonctions dont Elle n'admet pas l'exercice par les fonctionnaires consulaires de cette dernière.

Article 45

Lorsque l'application des articles de la présente Convention peut intéresser les fonctionnaires consulaires de deux ou plusieurs Parties Contractantes, il appartiendra à ces fonctionnaires consulaires de prendre tous les contacts nécessaires en vue d'instituer une coopération utile non seulement entre eux-mêmes, mais aussi entre eux et les autorités administratives et judiciaires de l'Etat de résidence.

Article 46

1. Le fonctionnaire consulaire de l'Etat où réside habituellement un apatride peut protéger celui-ci d'après les dispositions du paragraphe 1er de l'article 2 de la présente Convention, à moins que cet apatride ne soit un ancien ressortissant de l'Etat de résidence.

2. Le présent article s'appliquera à toute personne qui est un «apatride» au sens de la Convention relative au statut des apatrides, ouverte à la signature à New York, le 28 septembre 1954.

Article 47

L'Etat de résidence ne sera pas tenu d'admettre qu'un fonctionnaire consulaire puisse exercer des fonctions consulaires ou agir en faveur ou s'occuper de quelque autre manière d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui est devenu réfugié politique pour des raisons de race, de nationalité, d'opinions politiques ou de religion.

Article 48

Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte au statut spécial et à la protection internationale qui sont accordés, par les Parties à cette Convention, aux réfugiés conformément aux instruments internationaux présent ou à venir.

CHAPITRE VI

Dispositions Finales

Article 49

Les Annexes à la présente Convention font partie intégrante de celle-ci.

Article 50

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui a ratifiera ou l'acceptera ultérieurement trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 51

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra décider, à l'unanimité, d'inviter tout Etat européen non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 52

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 55 de la présente Convention.

Article 53

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer faire usage d'une ou de plusieurs des réserves figurant à l'Annexe I de la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut retirer en tout ou en partie une réserve formulée par elle en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

3. La Partie Contractante qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la présente Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie; toutefois, Elle peut, si la réserve est partielle ou conditionelle , prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où Elle l'a acceptée.

Article 54

Toute Partie Contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer qu'Elle a, d'un commun accord avec une ou plusieurs autres Parties Contractantes, élargi la portée de certaines dispositions de la présente Convention dans ses rapports avec cette ou ces autres Parties. Une telle notification devra être accompagnée du texte de l'accord intervenu.

Article 55

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 56

1. Les parties à tout litige qui surgit au sujet de l'application ou de l'interprétation des dispositions de la présente Convention ou de ses Protocoles, devront en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, de conciliation, d'arbitrage, ou par tout autre mode de règlement pacifique accepté d'un commun accord par elles.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra établir des procédures de règlement qui pourraient être utilisées par les parties à un litige, si elles y consentent.

2. Si les parties ne réussissent pas à règler le différend visé au paragraphe précédent par l'un des moyens indiqués audit paragraphe, il sera soumis, à la requête d'une des parties, à la Cour Internationale de Justice.

Article 57

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

(a) toute signature ;

(b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion :

(c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux articles 50 et 51;

(d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 52;

(e) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1er de l'article 53;

(f) le retrait de toute réserve effectuée en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 53;

(g) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 36 paragraphe 4, de l'article 41 paragraphe 2, et de l'article 54;

(h) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 55 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 11 décembre 1967 en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ANNEXE I

Chacune des Parties Contractantes peut déclarer qu'Elle se réserve :

1. de ne pas reconnaitre l'obligation d'informer les fonctionnaires prévue au paragraphe 1er de l'article 6 si l'intéressé, après avoir été informé sans retard de ses droits, ne le demande pas et de ne permettre l'exercice du droit de visite visé aux paragraphes 2 et 3 de l'article 6 que si l'intéressé ne s'y oppose pas ;

2. de décider que les avis que les fonctionnaires consulaires publieront à l'intention de leurs ressortissants, dans le cadre de l'alinéa (a) de l'article 8, ne sauteront en aucun cas être publiés dans la presse locale ;

3. de ne pas permettre aux fonctionnaires consulaires de recueillir, sous quelque forme que ce soit, des bulletins de vote qui leur seraient remis, dans le cadre de l'alinéa (b) de l'article 8, par leurs ressortissants désireux de participer à un référendum ou à une élection ;

4. de ne pas reconnaître d'effets, sur leur territoire, aux actes d'état civil dressés par les fonctionnaires consulaires conformément a l'alinéa (a) du paragraphe 1er de l'article 13.

ANNEXE II

Les Parties Contractantes reconnaissent que l'Autriche n'est pas tenue d'appliquer à la navigation à l'intérieur de son territoire les dispositiions du Chapitre IV de la présente Convention concernant la navigation maritime.

ΕΥΡΩΠΑΙΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΑ ΠΡΟΞΕΝΙΚΑ ΚΑΘΗΚΟΝΤΑ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ποὺ ὑπογράφουν αὐτὴ τὴ Σύμβαση

Θεωρώντας ὅτι σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποίηση στενότερης ἑνότητας μεταξὺ τῶν Μελῶν του, γιὰ τὴ διαφύλαξη καὶ ἀνάπτυξη τῶν ἰδεωδῶν καὶ τῶν ἀρχῶν ποὺ ἀποτελοῦν κοινὸ κτῆμα τους καὶ ἡ διευκόλυνση τῆς οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου τους, καὶ ὅτι αὐτὸ μπορεῖ νὰ ἐπιτευχθεῖ ἰδιαίτερα μὲ τὴ σύναψη διεθνῶν συμβάσεων,

Λαμβάνοντας ὑπόψη τὸ γεγονός ὅτι οἱ προξενικὲς σχέσεις, τὰ προνόμια καὶ οἱ ἀσυλίες ρυθμίστηκαν ἀπὸ τὴ Σύμβαση τῆς Βιέννης γιὰ τὶς προξενικὲς σχέσεις ποὺ ὑπογράφτηκε στὶς 24 Ἀπριλίου 1963 καὶ ἀπὸ ἄλλες Συμβάσεις,

Ἔχοντας τὴν πεποίθηση ὅτι ἡ σύναψη μιᾶς Εὐρωπαϊκῆς Σύμβασης γιὰ τὰ προξενικὰ καθήκοντα ἀποσκοπεῖ στὴν προώθηση τοῦ ἔργου τῆς εὐρωπαϊκῆς ἑνοποίησης καὶ συνεργασίας,

Διαβεβαιώνοντας ὅτι τὸ διεθνὲς ἐθιμικὸ δίκαιο θὰ ἐξακολουθεῖ νὰ διέπει τὰ θέματα ποὺ δὲν ρυθμίζονται ἀπὸ τὴ Σύμβαση αὐτή,

Διαπιστώνοντας ὅτι οἱ εἰδικοὶ κανόνες σχετικὰ μὲ τὰ προξενικὰ καθήκοντα θεσπίστηκαν, ὅσον ἀφορᾶ τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν ἀποκλειστικὰ λόγω τῆς στενῆς συνεργασίας ποὺ τὰ ἑνώνει,

Συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

Ὁρισμοί

Ἄρθρο 1.

Γιὰ τοὺς σκοποὺς αὐτῆς τῆς Σύμβασης :

α) ὁ ὅρος «προξενικὸς λειτουργὸς» σημαίνει κάθε πρόσωπο ἐντεταλμένο ἀπὸ τὸ Κράτος ἀποστολῆς γιὰ τὴν ἄσκηση τῶν προξενικῶν καθηκόντων καὶ ἐξουσιοδοτημένο ἀπὸ τὸ Κράτος διαμονῆς γιὰ τὴν ἄσκηση τῶν καθηκόντων αὐτῶν,

β) ὁ ὅρος «Κράτος ἀποστολῆς» σημαίνει τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος ποὺ διορίζει τὸν προξενικὸ λειτουργό,

γ) ὁ ὅρος «Κράτος διαμονῆς» σημαίνει τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος ποὺ στὸ ἔδαφός του ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἀσκεῖ τὰ καθήκοντά του,

δ) ὁ ὅρος «ὑπήκοος» ἀναφέρεται σὲ κάθε πρόσωπο, συμπεριλαμβανομένου ἐφ' ὅσον ἐπιτρέπεται ἀπὸ τὰ συμφραζόμενα, κάθε νομικοῦ προσώπου, ποὺ ἔναντι τοῦ Κράτους ἀποστολῆς θεωρεῖται ὑπήκοός του, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία του,

ε) ὁ ὅρος «προξενικὴ ἀρχὴ» σημαίνει κάθε γενικὸ προξενεῖο, προξενεῖο, ὑποπροξενεῖο ἢ προξενικὸ πρακτορεῖο,

στ) ὁ ὅρος «προξενικὴ περιφέρεια» σημαίνει τὴν περιοχὴ ποὺ ὑπάγεται στὴ δικαιοδοσία μιᾶς προξενικῆς ἀρχῆς γιὰ τὴν ἄσκηση τῶν προξενικῶν καθηκόντων,

ζ) ὁ ὅρος «πλοῖο τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους» σημαίνει κάθε πλοῖο, ἐκτὸς ἀπὸ τὰ πολεμικά, ποὺ ἔχει τὴν ἐθνικότητα τοῦ Κράτους ἀποστολῆς σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Κράτους αὐτοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

Προξενικὰ Καθήκοντα Γενικά

Ἄρθρο 2.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ προστατεύουν τοὺς ὑπηκόους τοῦ Κράτους ἀποστολῆς καὶ νὰ προασπίζουν τὰ δικαιώματα καὶ τὰ συμφέροντά τους.

2. Ἔχουν ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ εὐνοοῦν τὰ συμφέροντα τοῦ Κράτους ἀποστολῆς, ἰδιαίτερα στὸν ἐμπορικό, οἰκονομικό, κοινωνικό, ἐπαγγελματικό, τουριστικό, καλλιτεχνικό, ἐπιστημονικὸ καὶ ἐκπαιδευτικὸ τομέα, καθὼς ἐπίσης στὸν τομέα τῆς ναυτιλίας καὶ τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας καὶ νὰ προάγουν καὶ ἀναπτύσσουν σ' αὐτοὺς καὶ σὲ ἄλλους τομεῖς τὴ συνεργασία μεταξὺ τοῦ Κράτους ἀποστολῆς καὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς.

3. Μετὰ ἀπὸ γνωστοποίηση πρὸς τὸ Κράτος διαμονῆς, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἐμπιστευτεῖ τὴν προστασία τῶν ὑπηκόων του καὶ τὴν προάσπιση τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων τους σὲ προξενικοὺς λειτουργοὺς ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

Ἄρθρο 3.

1. Κατὰ τὴν ἄσκηση τῶν προξενικῶν καθηκόντων, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἀπευθύνονται :

α) στὶς ἁρμόδιες διοικητικὲς καὶ δικαστικὲς ἀρχὲς τῆς περιφέρειάς τους.

β) γιὰ τὶς ὑποθέσεις ποὺ ἀφοροῦν τὴν ἴδια τὴν περιφέρεια, στὶς ἁρμόδιες κεντρικὲς ἀρχές, διοικητικὲς καὶ δικαστικὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς, στὸ μέτρο ποὺ τὸ ἐπιτρέπει ἡ πρακτικὴ τοῦ Κράτους αὐτοῦ.

2. Ὅταν οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἀπευθύνονται γραπτῶς στὶς παραπάνω ἀρχές, αὐτὲς μποροῦν νὰ ἀπαιτήσουν μετάφραση σὲ μιὰ ἀπὸ τὶς ἐπίσημες γλῶσσες τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρο 4.

Γιὰ τὴν προστασία τῶν δικαιωμάτων καὶ τῶν συμφερόντων τῶν ὑπηκόων τοῦ Κράτους ἀποστολῆς, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα :

α) μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 6, νὰ μεταβαίνουν κοντὰ στοὺς ὑπηκόους τους, νὰ ἐπικοινωνοῦν καὶ νὰ συνομιλοῦν μαζί τους καὶ νὰ τοὺς συμβουλεύουν,

β) νὰ πληροφοροῦνται γιὰ κάθε περιστατικὸ ποὺ θίγει τὰ συμφέροντα τῶν ὑπηκόων τους,

γ) νὰ βοηθοῦν τοὺς ὑπηκόους αὐτοὺς στὶς σχέσεις τους μὲ τὶς διοικητικὲς ἀρχὲς ποὺ ἀναφέρονται στὸ ἄρθρο 3,

δ) νὰ τοὺς βοηθοῦν, ἐφ' ὅσον αὐτὸ δὲν ἀντιτίθεται στοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, στὶς παραστάσεις τους ἐνώπιον τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν ποὺ ἀναφέρονται στὸ ἄρθρο 3,

ε) νὰ τοὺς ἐξασφαλίζουν, ἐὰν συντρέχει λόγος, τὴ συνδρομὴ δικηγόρου,

στ) νὰ προτείνουν διερμηνέα γιὰ νὰ βοηθήσει τοὺς ὑπηκόους τους στὶς προβλεπόμενες ἀπὸ τὸ ἄρθρο 3 ἀρχὲς ἢ μὲ τὴ συγκατάθεση τῶν ἀρχῶν αὐτῶν νὰ ἐνεργοῦν σὰ διερμηνεῖς γιὰ λογαριασμὸ τῶν ὑπηκόων αὐτῶν.

Ἄρθρο 5.

Οἱ ὑπήκοοι τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἔρχονται κάθε στιγμὴ σὲ ἐπικοινωνία μὲ τοὺς ἁρμόδιους προξενικοὺς λειτουργούς, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 6 καί, ἐκτὸς ἀπὸ τὴν περίπτωση σύλληψης ἢ κράτησής τους, νὰ τοὺς συναντοῦν στὴν προξενικὴ ἀρχή.

Ἄρθρο 6.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς πληροφορεῖται χωρὶς καθυστέρηση ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς ὅταν, μέσα στὰ ὅρια τῆς περιφέρειάς του, ἕνας ὑπήκοος τοῦ Κράτους ἀποστολῆς εἶναι ὑποκείμενο μέτρου στερητικοῦ τῆς ἐλευθερίας ἐκ μέρους τῶν ἀρχῶν αὐτῶν.

2. Κάθε ἐπικοινωνία μεταξὺ τοῦ προξενικοῦ αὐτοῦ λειτουργοῦ καὶ ἑνὸς ὑπηκόου τοῦ Κράτους ἀποστολῆς, ποὺ ἔχει συλληφθεῖ ἢ ποὺ κρατεῖται γιὰ αἰτία ἄλλη ἀπὸ τὴν ἐκτέλεση ὁριστικῆς δικαστικῆς ἀπόφασης ἢ ὁριστικῆς διοικητικῆς ἀπόφασης, διαβιβάζεται χωρὶς καθυστέρηση ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχές. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἐπισκέπτεται τὸν ὑπήκοο αὐτὸν καὶ νὰ συνομιλεῖ μαζί του.

Τὰ δικαιώματα ποὺ ἀναφέρονται στὴν παράγραφο αὐτή, πρέπει νὰ ἀσκοῦνται σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅμως ὅτι οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ αὐτοὶ ἐπιτρέπουν τὴν πλήρη πραγματοποίηση τῶν σκοπῶν γιὰ τοὺς ὁποίους θεσπίζονται τὰ δικαιώματα σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο αὐτή.

3. Κάθε ἐπικοινωνία μεταξὺ τῶν προξενικῶν λειτουργῶν καὶ ἑνὸς ὑπηκόου τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ποὺ βρίσκεται στὴ φυλακὴ τῆς περιφέρειάς τους, σὲ ἐκτέλεση ὁριστικῆς δικαστικῆς ἀπόφασης ἢ ὁριστικῆς διοικητικῆς ἀπόφασης, διαβιβάζεται χωρὶς καθυστέρηση, λαμβανομένου ὑπόψη τοῦ κανονισμοῦ τοῦ ἱδρύματος αὐτοῦ.

Μὲ αὐτὴ τὴν προϋπόθεση, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα, ἀφοῦ γνωρίσουν τὴν πρόθεσή τους στὴν ἁρμόδια ἀρχή, νὰ ἐπισκέπτονται τὸν ὑπήκοο αὐτὸν καὶ νὰ συνομιλοῦν μαζί του ἀκόμα καὶ ἰδιαίτερα.

Ἄρθρο 7.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα :

α) νὰ καταγράφουν τοὺς ὑπηκόους τοῦ κράτους ἀποστολῆς,

β) νὰ ἐκδίδουν καὶ νὰ ἀνανεώνουν στοὺς ὑπηκόους τοῦ Κράτους ἀποστολῆς καὶ σὲ κάθε ἄλλο δικαιούμενο νὰ τὰ ἀποκτήσει πρόσωπο :

ι) δελτία ταυτότητας

ιι) διαβατήρια ἢ ἄλλα ταξιδιωτικὰ ἔγγραφα

γ) νὰ χορηγοῦν καὶ νὰ ἀνανεώνουν κάθε θεώρηση εἰσόδου στὸ Κράτος ἀποστολῆς.

Άρθρο 8.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα :

α) νὰ ἐκτελοῦν κάθε διατύπωση ποὺ ἀναφέρεται σὲ ὁποιαδήποτε ὑποχρεωτικὴ ἐθνικὴ ὑπηρεσία, συμπεριλαμβανομένων τῶν στρατιωτικῶν ὑποχρεώσεων τῶν ὑπηκόων τοῦ Κράτους ἀποστολῆς, νὰ δημοσιεύουν ἀνακοινώσεις γι' αὐτοὺς καὶ νὰ τοὺς ἀπευθύνουν ἀτομικὲς κλήσεις ἢ ὁποιοδήποτε ἄλλο σχετικὸ μὲ τὶς ὑποχρεώσεις αὐτὲς ἔγγραφο,

β) νὰ στέλνουν ἀτομικὲς γνωστοποιήσεις στοὺς ὑπηκόους τοῦ Κράτους ἀποστολῆς μὲ τὴν εὐκαιρία δημοψηφισμάτων ἢ ἐθνικῶν καὶ τοπικῶν ἐκλογῶν καὶ νὰ παραλαμβάνουν τὰ ψηφοδέλτια τῶν ὑπηκόων τους ποὺ δικαιοῦνται νὰ μετάσχουν στὰ παραπάνω δημοψηφίσματα καὶ ἐκλογές.

Άρθρο 9.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα ὅσον ἀφορᾶ τὶς ἀστικὲς καὶ ἐμπορικὲς ὑποθέσεις νὰ ἐπιδίδουν δικαστικὲς πράξεις, νὰ διαβιβάζουν ἐξώδικες πράξεις ἢ νὰ ἐκτελοῦν δικαστικὲς παραγγελίες μετὰ ἀπὸ αἴτηση τῶν δικαστηρίων τοῦ Κράτους ἀποστολῆς, σύμφωνα μὲ τὶς ἰσχύουσες διεθνεῖς συμφωνίες, ἢ ἐὰν δὲν ὑπάρχουν τέτοιες συμφωνίες, ἐὰν δὲν εἶναι ἀντίθετο σὲ αὐτὸ τὸ Κράτος διαμονῆς.

Άρθρο 10.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν νὰ ἐκδίδουν πιστοποιητικὰ καταγωγῆς ἢ προέλευσης ἐμπορευμάτων καὶ ἄλλων παρόμοιων εἰδῶν.

Άρθρο 11.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν νὰ λαμβάνουν σὲ παρακαταθήκη χρήματα, ἔγγραφα καὶ ἀντικείμενα πάσης φύσεως ποὺ τοὺς παραδίδονται ἀπὸ τοὺς ὑπηκόους τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ἢ γιὰ λογαριασμὸ τῶν ὑπηκόων αὐτῶν.

Άρθρο 12.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ δέχονται κάθε δήλωση ποὺ θὰ μποροῦσε νὰ ἀπαιτηθεῖ ἀπὸ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ἀποστολῆς, ἰδιαίτερα ὅσον ἀφορᾶ τὴν ἰθαγένεια.

2. Ἔχουν ἐπίσης τὸ δικαίωμα, στὸ μέτρο ποὺ αὐτὸ δὲν ἀντιτίθεται στοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς νὰ ἐπικυρώνουν ἢ νὰ βεβαιώνουν τὶς ὑπογραφές, νὰ θεωροῦν ἢ νὰ βεβαιώνουν ἔγγραφα καὶ νὰ μεταφράζουν τὰ ἔγγραφα αὐτά, γιὰ τὸ σκοπὸ ἰδιαίτερα τῆς προσκόμισής τους σὲ μιὰ ἀρχὴ τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Άρθρο 13.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα :

α) νὰ συντάσσουν ἢ νὰ καταγράφουν πράξεις γεννήσεως ἢ θανάτου ἢ κάθε ἄλλη πράξη σχετικὴ μὲ τὴν προσωπικὴ κατάσταση τῶν ὑπηκόων τοῦ Κράτους ἀποστολῆς,

β) νὰ τελοῦν γάμους, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι τουλάχιστον ἕνας ἀπὸ τοὺς μελλόνυμφους εἶναι ὑπήκοος τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ὅτι κανένας ἀπὸ αὐτοὺς δὲν εἶναι ὑπήκοος τοῦ κράτους διαμονῆς καὶ ὅτι οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ κράτους διαμονῆς δὲν ἀντιτίθενται στὴν τέλεση τοῦ γάμου ἀπὸ τὸν προξενικὸ λειτουργό.

2. Ἡ κατάρτιση τῶν πράξεων ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὴν παράγραφο 1, ὑποπαράγραφο α, δὲν συνεπάγεται ἀπαλλαγὴ ἀπὸ τὶς ὑποχρεώσεις ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Άρθρο 14.

1. Ἐὰν αὐτὸ δὲν εἶναι ἀντίθετο στοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς καὶ μὲ τὴν ἐπιφύλαξη κάθε μέτρου ποὺ οἱ ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Κράτους αὐτοῦ θὰ μποροῦσαν νὰ πάρουν γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτόν, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ προασπίζουν τὰ συμφέροντα τῶν ἀνήλικων καὶ ἄλλων ἀνίκανων ὑπηκόων τοῦ Κράτους ἀποστολῆς καὶ ἰδιαίτερα νὰ ὀργανώνουν ἐπιτροπεία ἢ ἀντίληψη γι' αὐτούς.

2. Ὅταν ἡ ἐπιτροπεία ἢ ἡ ἀντίληψη αὐτὴ ὀργανωθεῖ ἀπὸ τὶς ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα :

α) νὰ προτείνουν στὶς ἀρχὲς αὐτὲς πρόσωπο ποὺ νὰ μπορεῖ νὰ διοριστεῖ ἐπίτροπος ἢ κηδεμόνας·

β) νὰ μεριμνοῦν γιὰ τὰ συμφέροντα τῶν ἀνηλίκων καὶ ἀνικάνων αὐτῶν.

3. Ἐὰν οἱ ἁρμόδιες τοπικὲς ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς πληροφορηθοῦν ὅτι ἕνας ὑπήκοος τοῦ Κράτους ἀποστολῆς στὸν ὁποῖο πρέπει νὰ ἐφαρμοστεῖ καθεστὼς ἐπιτροπείας ἢ ἀντίληψης βρίσκεται στὸ Κράτος διαμονῆς, θὰ πληροφοροῦν σχετικὰ τὸν ἐνδιαφερόμενο προξενικὸ λειτουργό. Αὐτὸς θὰ πληροφορεῖ κατὰ τὸν ἴδιο τρόπο τὶς παραπάνω ἀρχές, ἐὰν ἔχει λάβει τὶς πληροφορίες αὐτὲς ἀπὸ ἄλλη πηγή.

Άρθρο 15.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ συντάσσουν ἢ νὰ λαμβάνουν σὲ συμβολαιογραφικὸ ἢ ἀνάλογο τύπο ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ἀποστολῆς :

α) κάθε πράξη καὶ συμβόλαιο ποὺ ἀφοροῦν ἀποκλειστικὰ στοὺς ὑπηκόους τοῦ Κράτους ἀποστολῆς·

β) συμβόλαια γάμου, στὰ ὁποῖα τουλάχιστον ἕνα ἀπὸ τὰ μέρη εἶναι ὑπήκοος τοῦ Κράτους ἀποστολῆς·

γ) κάθε πράξη καὶ συμβόλαιο ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὸ γεγονὸς ὅτι κανένα ἀπὸ τὰ μέρη δὲν εἶναι ὑπήκοος τοῦ Κράτους ἀποστολῆς, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅμως ὅτι οἱ πράξεις αὐτὲς καὶ τὰ συμβόλαια ἀναφέρονται σὲ ἀγαθὰ ποὺ βρίσκονται στὸ Κράτος αὐτὸ ἢ ποὺ προορίζονται νὰ παράγουν τὰ ἀποτελέσματά τους στὸ ἔδαφος τοῦ ἴδιου αὐτοῦ Κράτους.

2. Οἱ πράξεις καὶ τὰ συμβόλαια ποὺ προβλέπονται στὴν προηγούμενη παράγραφο δὲν θὰ μποροῦν νὰ παράγουν ἔννομα ἀποτελέσματα στὸ ἔδαφος τοῦ Κράτους διαμονῆς παρὰ μόνο στὸ μέτρο ποὺ δὲν ἀντιτίθενται σὲ αὐτὸ οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ Κράτους αὐτοῦ.

3. Ὅταν ἀπὸ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ἀπαιτεῖται νὰ δοθεῖ ὅρκος ἢ δήλωση ποὺ ἐπέχει θέση ὅρκου, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ δεχθοῦν τὸν ὅρκο αὐτὸν ἢ τὴ δήλωση αὐτή.

Άρθρο 16.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν νὰ συμβουλεύουν τοὺς ὑπηκόους τοῦ Κράτους ἀποστολῆς σχετικὰ μὲ τὰ δικαιώματα καὶ τὶς ὑποχρεώσεις ποὺ προβλέπουν οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ οἱ σχετικοὶ μὲ τὴν κοινωνικὴ ἀσφάλιση καὶ τὴν κοινωνικὴ καὶ ἰατρικὴ πρόνοια τοῦ Κράτους διαμονῆς καὶ νὰ τοὺς παρέχουν κάθε βοήθεια ὅσον ἀφορᾶ αὐτὰ τὰ θέματα.

2. Εἰδικότερα, μποροῦν, ὅταν ὁ δικαιοῦχος δὲν ἀντιπροσωπεύεται ὅπως πρέπει, στὸ Κράτος διαμονῆς, νὰ λαμβάνουν σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, τὶς συντάξεις, προσόδους ἢ ἀποζημιώσεις ποὺ ὀφείλονται στοὺς ὑπηκόους τοῦ Κράτους ἀποστολῆς καὶ νὰ μεταβιβάζουν τὶς παροχὲς αὐτὲς στοὺς δικαιούχους, σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ἀποστολῆς καὶ τὶς ἰσχύουσες διεθνεῖς συμφωνίες, ἰδιαίτερα στὸν τομέα τῶν κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ

Κληρονομίες

Άρθρο 17.

1. Οἱ ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς πληροφοροῦν τὸν ἐνδιαφερόμενο προξενικὸ λειτουργὸ εὐθὺς μόλις λάβουν γνώση :

α) τοῦ θανάτου, μέσα στὴν περιφέρειά του, ἑνὸς ὑπηκόου τοῦ Κράτους ἀποστολῆς,

β) τῆς ἀνοίξεως, μέσα στὴν περιφέρειά του, κάθε κληρονομίας στὴν ὁποία ἐμφαίνεται ὅτι ὁ προξενικὸς λειτουργὸς

μπορεῖ νὰ ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἐκπροσωπεῖ συμφέροντα, σύμφωνα μὲ τὸ κεφάλαιο αὐτό.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργός, ἐὰν λάβει πρῶτος γνώση ἑνὸς τέτοιου θανάτου ἢ τῆς ἀνοίξεως μιᾶς τέτοιας κληρονομίας, πληροφορεῖ κατὰ τὸν ἴδιο τρόπο τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς καὶ ἐνδεχομένως ἄλλους ἐνδιαφερόμενους προξενικοὺς λειτουργούς.

Ἄρθρο 18.

Ὅταν ὑπήκοος τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ἀποβιώσει στὸ Κράτος διαμονῆς ὅπου οὔτε κατοικία ἔχει οὔτε μόνιμη διαμονή, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς στὴν περιφέρεια τοῦ ὁποίου ἔλαβε χώρα ὁ θάνατος, μπορεῖ νὰ ἀναλάβει τὴν εὐθύνη τῶν προσωπικῶν ἀντικειμένων καὶ τῶν χρηματικῶν ποσῶν τὰ ὁποῖα ἄφησε ὁ ἀποβιώσας, γιὰ νὰ ἐξασφαλίσει τὴν ἄμεση διαφύλαξή τους, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τοῦ δικαιώματος τῶν διοικητικῶν καὶ δικαστικῶν ἀρχῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς νὰ τὰ θέσουν στὴν κατοχή τους γιὰ τὸ συμφέρον τῆς δικαιοσύνης.

Κάθε συντηρητικὸ μέτρο ἢ ἐκποίηση σχετικὴ μὲ τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ ἢ τὰ χρηματικὰ ποσὰ ὑπόκειται στοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρο 19.

Ὅταν ἐντὸς τοῦ Κράτους διαμονῆς ἐπιτρέπεται ἡ συλλογὴ τῶν στοιχείων καὶ ἡ ἀπόδοση κληρονομιῶν μικρῆς ἀξίας, χωρὶς τὴν προηγούμενη λήψη δικαστικῆς ἐντολῆς, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀναλαμβάνει καὶ νὰ ἀποδίδει τέτοιες κληρονομίες ὑπηκόων τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

Ἄρθρο 20.

1. Ὅταν κάποιος ποὺ ἀποβίωσε, ἐγκαταλείψει περιουσία στὸ Κράτος διαμονῆς καὶ ἕνας ὑπήκοος τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ποὺ δὲν διαμένει στὸ Κράτος διαμονῆς καὶ δὲν ἀντιπροσωπεύεται νόμιμα, ἔχει ἢ θὰ μποροῦσε νὰ ἔχει συμφέρον στὴν περιουσία αὐτή, ὁ προξενικὸς λειτουργός, στὴν περιφέρεια τοῦ ὁποίου βρίσκεται ἡ κληρονομία ὑπὸ διαχείριση, σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, ἢ ἂν δὲν συμβαίνει αὐτό, στὴν περιφέρεια τοῦ ὁποίου βρίσκεται ἡ περιουσία, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιπροσωπεύει τὸν ὑπήκοο αὐτὸν ὅσον ἀφορᾶ τὰ συμφέροντά του στὴν κληρονομία ἢ στὴν περιουσία αὐτή, σὰν νὰ τοῦ εἶχε παρασχεθεῖ ἐξουσιοδότηση ἀπὸ τὸν ὑπήκοο αὐτόν.

2. Οἱ διατάξεις τῆς προηγούμενης παραγράφου ἐφαρμόζονται ἐπίσης ἐφ' ὅσον τοῦτο εἶναι σύμφωνο μὲ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὅταν ὁ ὑπήκοος τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ποὺ διαμένει στὸ Κράτος διαμονῆς ἀδυνατεῖ νὰ ἀσκήσει τὰ δικαιώματά του.

3. Ἡ τεκμαιρόμενη ἐξουσιοδότηση τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ παύει νὰ ἰσχύει ἀπὸ τὴν ἡμέρα ποὺ ὁ προξενικὸς λειτουργὸς πληροφορεῖται ὅτι ὁ ὑπήκοος αὐτὸς ὑπερασπίζει τὰ συμφέροντά του στὸ Κράτος διαμονῆς εἴτε αὐτοπροσώπως εἴτε δι' ἀντιπροσώπου δεόντως ὁρισμένου.

4. Ἐὰν παρὰ ταῦτα χορηγηθεῖ στὸν προξενικὸ λειτουργὸ δικαστικὴ ἐντολὴ σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 23, ἡ τεκμαιρόμενη ἐξουσιοδότηση παύει νὰ ἰσχύει ἀπὸ τὴν ἡμέρα ποὺ ἡ ἐντολὴ αὐτὴ θὰ ἔχει λήξει μετὰ ἀπὸ αἴτηση τοῦ ἐνδιαφερόμενου ἢ τοῦ ἀντιπροσώπου του ἢ κατ' ἄλλο τρόπο.

Ἄρθρο 21.

1. Ὅταν ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα τῆς ἀντιπροσώπευσης ποὺ προβλέπεται στὸ ἄρθρο 20, μπορεῖ νὰ παρέμβει γιὰ νὰ ἐξασφαλίσει τὴν προστασία καὶ τὴ διαφύλαξη τῶν συμφερόντων τοῦ προσώπου ποὺ δικαιοῦται αὐτὸς νὰ ἀντιπροσωπεύει, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 23. Μπορεῖ ἐνδεχομένως νὰ ζητήσει ἀπὸ τὶς διοικητικὲς ἢ τὶς δικαστικὲς ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς τὴν ἐπίθεση καὶ τὴν ἄρση σφραγίδων καὶ τὴν ἀπογραφὴ τῆς κληρονομίας.

2. Ὅταν τὸ ἄρθρο 20 δὲν ἐφαρμόζεται καὶ ἂν τοῦτο εἶναι σύμφωνο μὲ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς τοῦ Κράτους τοῦ ὁποίου ὁ ἀποβιώσας ἦταν ὑπήκοος, μπορεῖ νὰ παρέμβει κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπο μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 23 γιὰ νὰ ἐξασφαλίσει τὴν προστασία καὶ διαφύλαξη τῆς περιουσίας. Τὸ ἴδιο ἰσχύει καὶ ὅταν οἱ ἐκτελεστὲς τῆς διαθήκης δὲν εἶναι παρόντες οὔτε ἀντιπροσωπεύονται.

Ἄρθρο 22.

Ὅταν προξενικὸς λειτουργὸς ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα τῆς ἀντιπροσώπευσης ποὺ προβλέπεται στὸ ἄρθρο 20, μπορεῖ, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 23 καὶ ἐφ' ὅσον τοῦτο εἶναι σύμφωνο μὲ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, νὰ ἀναλάβει καὶ διαχειρισθεῖ τὴν κληρονομία κατὰ τὸ αὐτὸ μέτρο, σὰν νὰ τοῦ εἶχε παρασχεθεῖ ἐξουσιοδότηση ἀπὸ τὸν ὑπήκοό του, ἐκτὸς ἂν ἄλλο πρόσωπο, ποὺ ἔχει ἴσα ἢ μεγαλύτερα δικαιώματα, ἔχει ἤδη λάβει τὰ ἀπαραίτητα μέτρα γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτόν.

Ἄρθρο 23.

1. Ἐὰν σύμφωνα μὲ τοὺς ὅρους τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς, εἶναι ἀπαραίτητη δικαστικὴ ἐντολὴ γιὰ νὰ νομιμοποιεῖται ὁ προξενικὸς λειτουργὸς νὰ προστατεύει καὶ διαφυλάσσει τὴν κληρονομία, κάθε δικαστικὴ ἐντολὴ ποὺ θὰ λάμβανε ὁ δεόντως διοριζόμενος ἐντολοδόχος τοῦ προσώπου ποὺ ἀντιπροσωπεύεται ἀπὸ τὸν προξενικὸ λειτουργό, χορηγεῖται στὸν τελευταῖο μετὰ ἀπὸ αἴτησή του.

Ἐὰν ἀρχὴ ἀποδείξεως καταδεικνύει τὴν ἀνάγκη ἄμεσης προστασίας καὶ διαφύλαξης τῆς κληρονομίας καὶ ἐὰν ὑπάρχει κάποιο πρόσωπο ποὺ ἔχει συμφέρον στὴν κληρονομία αὐτὴ καὶ ποὺ μπορεῖ νὰ ἀντιπροσωπευτεῖ ἀπὸ τὸν προξενικὸ λειτουργό, τὸ δικαστήριο μπορεῖ προσωρινὰ νὰ τοῦ χορηγήσει περιορισμένη δικαστικὴ ἐντολὴ στὴν ἄσκηση τῆς προστασίας τῆς διαφύλαξης αὐτῆς, μέχρις ὅτου χορηγηθεῖ ἄλλη ἐντολή.

2. Ὅταν σύμφωνα μὲ τοὺς ὅρους τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς εἶναι ἀπαραίτητη δικαστικὴ ἐντολὴ γιὰ νὰ νομιμοποιεῖται ὁ προξενικὸς λειτουργὸς νὰ αναλαμβάνει καὶ νὰ διαχειρίζεται τὴν κληρονομία, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσει καὶ νὰ λάβει τὴν ἐντολὴ αὐτή, μὲ τοὺς ἴδιους ὅρους σὰν νὰ ἦταν ἐντολοδόχος δεόντως διορισμένος ἀπὸ τὸ ἐνδιαφερόμενο πρόσωπο.

3. Τὸ δικαστήριο μπορεῖ νὰ ἀναστείλει τὴ χορήγηση ἐντολῆς στὸν προξενικὸ λειτουργὸ γιὰ ὅσο χρονικὸ διάστημα θεωρεῖ ἀπαραίτητο, γιὰ νὰ μπορέσει τὸ πρόσωπο ποὺ ἀντιπροσωπεύεται ἀπὸ τὸν προξενικὸ λειτουργὸ νὰ πληροφορηθεῖ καὶ νὰ ἀποφασίσει ἂν ἐπιθυμεῖ νὰ ἀντιπροσωπευτεῖ μὲ ἄλλο τρόπο.

Ἄρθρο 24.

1. Ὅταν ὁ προξενικὸς λειτουργὸς λάβει δικαστικὴ ἐντολὴ σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο 2 τοῦ ἄρθρου 23, ὀφείλει, ἐὰν τὸ ζητήσει τὸ δικαστήριο, νὰ προσκομίσει ἔγκυρη ἀπόδειξη παράδοσης τοῦ ἐνεργητικοῦ στὰ νομιμοποιημένα νὰ τὸ λάβουν πρόσωπα ἢ σὲ περίπτωση ποὺ δὲν εἶναι σὲ θέση νὰ προσκομίσει τὴν ἀπόδειξη αὐτή, νὰ ἐπιστρέψει ἢ ἀποδώσει τὸ ἐνεργητικὸ αὐτὸ στὴν ἐνδεδειγμένη γι' αὐτὸν τὸ σκοπὸ ἀρχὴ ἢ πρόσωπο. Ὀφείλει ἐπίσης, ἀφοῦ διαχειριστεῖ τὴν κληρονομία, νὰ παραδώσει τὸ ἐνεργητικὸ στὰ νομιμοποιημένα νὰ τὸ λάβουν πρόσωπα, μὲ τὴν ὁδὸ ποὺ θὰ μποροῦσε ἐνδεχομένως νὰ προσδιορίσει τὸ δικαστήριο.

2. Ὅταν ὁ προξενικὸς λειτουργὸς μπορεῖ νὰ ἀναλάβει καὶ νὰ διαχειριστεῖ τὴν κληρονομία χωρὶς δικαστικὴ ἐντολή, ὀφείλει νὰ συμμορφώνεται, ὅσον ἀφορᾶ τὴν παράδοση τοῦ ἐνεργητικοῦ στοὺς δικαιούχους, στὶς διατάξεις τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρο 25.

Ὅταν προξενικὸς λειτουργὸς ἀσκεῖ ὡς πρὸς τὴν κληρονομία τὰ δικαιώματα ποὺ προβλέπονται στὰ ἄρθρα 18 ἕως 24, ὑπόκειται στὸ μέτρο αὐτὸ καὶ μὲ τὴν προξενική του ἰδιότητα στὴ δικαιοδοσία τῶν δικαστηρίων τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρο 26.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς μπορεῖ νὰ λαμβάνει ἀπὸ μία ἀρχὴ ἢ ἁρμόδιο πρόσωπο γιὰ τὸ σκοπὸ τῆς μεταβίβασης σὲ ἕναν ὑπήκοο τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ποὺ δὲν διαμένει στὸ Κράτος διαμονῆς, κεφαλαίων ἢ ἄλλων ἀγαθῶν, ποὺ ὁ ὑπήκοος αὐτὸς δικαιοῦται ἐξ αἰτίας τοῦ θανάτου ἑνὸς οἱουδήποτε προσώπου.

Τὰ κεφάλαια αὐτὰ ἢ τὰ ἄλλα ἀγαθὰ μποροῦν, εἰδικότερα νὰ περιλαμβάνουν κληρονομικὰ μερίδια, πληρωμὲς ποὺ πραγματοποιοῦνται μὲ ἐφαρμογὴ τῆς κοινωνικῆς νομοθεσίας, καθὼς ἐπίσης τὰ χρηματικὰ ποσὰ ποὺ εἰσπράττονται λόγω ἀσφαλιστηρίων συμβολαίων ζωῆς.

Ὅσον ἀφορᾶ τὴν ἀπόδειξη ὅτι οἱ ὑπήκοοι παραλῆπτες τῶν ἐν λόγω κεφαλαίων ἢ ἄλλων ἀγαθῶν, τὰ ἔχουν πραγματικὰ λάβει ἢ ὅσον ἀφορᾶ τὴν ἀπόδοση τῶν ἐν λόγω κεφαλαίων ἢ ἄλλων ἀγαθῶν, στὴν περίπτωση ποὺ ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δὲν θὰ μποροῦσε νὰ προσκομίσει τέτοια ἀπόδειξη, θὰ συμμορφωθεῖ στὶς προϋποθέσεις ποὺ ὁρίζονται ἀπὸ τὴν παραπάνω ἁρμόδια ἀρχὴ ἢ πρόσωπο.

Ἄρθρο 27.

Ἡ καταβολή, παράδοση ἢ μεταβίβαση στὸν προξενικὸ λειτουργὸ τῶν κεφαλαίων ἢ ἄλλων ἀγαθῶν δὲν μπορεῖ νὰ γίνει παρὰ μόνο στὸ μέτρο καὶ μὲ τὶς προϋποθέσεις, σύμφωνα μὲ τὶς ὁποῖες, ἡ καταβολή, ἡ παράδοση ἢ ἡ μεταβίβαση στὰ πρόσωπα ποὺ ἀντιπροσωπεύει ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἢ γιὰ λογαριασμὸ τῶν ὁποίων λαμβάνει τὰ κεφάλαια ἢ τὰ ἄλλα ἀγαθά, θὰ ἐπιτρεπόταν ἀπὸ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ὅσον ἀφορᾶ τὰ κεφάλαια ἢ τὰ ἄλλα ἀγαθά, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δὲν ἔχει περισσότερο ἐκτεταμένα δικαιώματα ἀπὸ ἐκεῖνα ποὺ θὰ εἶχαν τὰ πρόσωπα ποὺ ἀντιπροσωπεύει ἢ γιὰ λογαριασμὸ τῶν ὁποίων τὰ συγκεντρώνει, ἂν τὰ κεφάλαια ἢ τὰ ἄλλα περιουσιακὰ στοιχεῖα εἶχαν καταβληθεῖ, παραδοθεῖ ἢ μεταβιβαστεῖ ἀμέσως στὰ πρόσωπα αὐτά.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV

Θαλάσσια Ναυσιπλοΐα

Ἄρθρο 28.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρέχουν κάθε ἀναγκαία συνδρομὴ στὰ πλοῖα τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ποὺ βρίσκονται μέσα στοὺς λιμένες καὶ στὴ χωρικὴ θάλασσα ἢ στὰ ἐσωτερικὰ ὕδατα τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρο 29.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν νὰ ζητοῦν τὴ συνδρομὴ τῶν ἀρχῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς σὲ κάθε ὑπόθεση ποὺ ἀφορᾶ στὴν ἄσκηση τῶν καθηκόντων ποὺ μνημονεύονται στὸ κεφάλαιο αὐτὸ καὶ οἱ ἀρχὲς αὐτὲς παρέχουν τὴν κατὰ τὸν τρόπο αὐτὸν ζητηθεῖσα συνδρομή, ἐκτὸς ἂν ἐπικαλεστοῦν σοβαροὺς λόγους γιὰ νὰ τὴν ἀρνηθοῦν σὲ μία συγκεκριμένη περίπτωση.

Ἄρθρο 30.

1. Ὅταν ἕνα πλοῖο τοῦ Κράτους ἀποστολῆς βρίσκεται μέσα σὲ λιμένα τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ἀγκυροβολεῖ στὴ χωρικὴ θάλασσα ἢ στὰ ἐσωτερικὰ ὕδατα τοῦ Κράτους αὐτοῦ οἱ ἁρμόδιοι προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν ἀμέσως μετὰ τὴν ἐλευθεροκοινωνία τοῦ πλοίου, νὰ ἀνέρχονται σ' αὐτὸ αὐτοπροσώπως ἢ νὰ στέλνουν ἀντιπρόσωπο.

2. Ἐπιτρέπεται στὸν πλοίαρχο καὶ στὰ μέλη τοῦ πληρώματος νὰ ἐπικοινωνοῦν μὲ τὸν προξενικὸ λειτουργό.

Μποροῦν νὰ μεταβαίνουν στὴν προξενικὴ ἀρχή, ἐὰν ὁ διαθέσιμος πρὶν τὴν ἀναχώρηση τοῦ πλοίου χρόνος τὸ ἐπιτρέπει.

Ὅταν οἱ ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς κρίνουν ὅτι ὁ χρόνος αὐτὸς εἶναι ἀνεπαρκής, θὰ ἐνημερώνουν ἀμέσως γι' αὐτὸ τὸν ἁρμόδιο προξενικὸ λειτουργό.

Ἄρθρο 31.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα :

α) νὰ ἀνακρίνουν τὸν πλοίαρχο καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος ἑνὸς πλοίου τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

β) νὰ ἐξετάζουν καὶ νὰ θεωροῦν τὰ ἔγγραφα τοῦ πλοίου.

γ) ὅταν τὸ ναυτικὸ δίκαιο τοῦ Κράτους ἀποστολῆς τὸ ἀπαιτεῖ, νὰ λαμβάνουν καταθέσεις ἢ νὰ κάνουν δηλώσεις ναυτιλιακῆς φύσης σχετικὲς μὲ ὅλα τὰ γεγονότα ποὺ ἀφοροῦν τὸν πλοίαρχο καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος, καθὼς καὶ τὰ ἄλλα πρόσωπα ποὺ βρίσκονται στὸ πλοῖο, τὸ πλοῖο, τὸ ταξίδι, τὸν προορισμὸ καὶ τὸ φορτίο του.

δ) κατὰ γενικὸ τρόπο νὰ διευκολύνουν τὴν εἴσοδο τοῦ πλοίου στὸ λιμένα καὶ στὴ χωρικὴ θάλασσα ἢ τὰ ἐσωτερικὰ ὕδατα, τὴν παραμονὴ καὶ τὴν ἀναχώρησή του.

ε) νὰ ἐκδίδουν στὸ ὄνομα τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ὅλα τὰ ἔγγραφα γιὰ νὰ ἐπιτρέψουν στὸ πλοῖο νὰ συνεχίσει τὸ ταξίδι του.

στ) νὰ ἐκδίδουν καὶ νὰ ἀνανεώνουν κάθε εἰδικὸ ἔγγραφο ποὺ ἀφορᾶ στοὺς ναυτικοὺς καὶ ποὺ εἶναι δεκτὸ ἀπὸ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

ζ) νὰ παίρνουν κάθε μέτρο σχετικὸ μὲ τὴν πρόσληψη, ἐπιβίβαση, ἀπόλυση καὶ ἀποβίβαση τοῦ πλοιάρχου ἢ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος.

η) νὰ δέχονται, νὰ συντάσσουν ἢ νὰ ὑπογράφουν κάθε δήλωση ἢ ἄλλο ἔγγραφο ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸ ναυτικὸ δίκαιο τοῦ Κράτους ἀποστολῆς καὶ ποὺ ἀφορᾶ ἰδιαίτερα :

ι) στὴν ἐγγραφὴ καὶ διαγραφὴ ἑνὸς πλοίου στὰ καὶ ἀπὸ τὰ νηολόγια τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

ιι) σὲ κάθε μεταβολὴ στὴν ἰδιοκτησία τοῦ πλοίου ποὺ ἐμφαίνεται στὸ νηολόγιο αὐτό.

ιιι) κάθε ἐγγραφὴ ὑποθήκης ἢ ἄλλο ἐμπράγματο δικαίωμα ποὺ ἐπιβαρύνει ἕνα τέτοιο πλοῖο.

ιν) στὸν ἐξοπλισμὸ ἢ στὸν παροπλισμὸ ἑνὸς τέτοιου πλοίου.

ν) στὴν ἀπώλεια τοῦ πλοίου ἢ στὶς ἀβαρίες ποὺ ὑπέστη.

θ) νὰ παίρνουν κάθε ἄλλο μέτρο γιὰ νὰ καταστήσουν σεβαστοὺς πάνω στὸ πλοῖο τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ἀποστολῆς τοὺς σχετικοὺς μὲ τὴ ναυσιπλοΐα.

Ἄρθρο 32.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἢ οἱ ἐκπρόσωποί τους ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρέχουν βοήθεια καὶ συνδρομὴ στὸν πλοίαρχο ἢ στὰ μέλη τοῦ πληρώματος, στὶς σχέσεις τους μὲ τὶς διοικητικὲς ἢ δικαστικὲς ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρο 33.

Μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 35 καὶ 36, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα :

α) νὰ παίρνουν μέτρα γιὰ τὴ διατήρηση τῆς τάξης καὶ τῆς πειθαρχίας στὰ πλοῖα τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

β) νὰ ρυθμίζουν τὶς διαφορὲς μεταξὺ τοῦ πλοιάρχου καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος, συμπεριλαμβανομένων τῶν διαφορῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὸ μισθὸ καὶ τὰ συμβόλαια πρόσληψης.

Ἄρθρο 34.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν νὰ παίρνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα γιὰ τὴν ἐξασφάλιση ἰατρικῆς περίθαλψης, συμπεριλαμβανομένης τῆς εἰσαγωγῆς σὲ νοσοκομεῖο τοῦ πλοιάρχου καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος κι ἂν ἀκόμη ἔχουν ἀπολυθεῖ, ἑνὸς πλοίου τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

2. Μπορούν επίσης να παίρνουν τα αναγκαία μέτρα για τον επαναπατρισμό των προσώπων αυτών.

Άρθρο 35.

1. Εκτός από την περίπτωση αίτησης των προξενικών λειτουργών ή της συγκατάθεσής τους, οι διοικητικές αρχές του Κράτους διαμονής δεν επεμβαίνουν στις υποθέσεις τις σχετικές με την εσωτερική διεύθυνση του πλοίου.

2. Οι διοικητικές ή δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής δεν επεμβαίνουν στο θέμα της κράτησης πάνω στο πλοίο ενός ναυτικού για πειθαρχικό παράπτωμα, αν η κράτηση αυτή προβλέπεται από τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους αποστολής και δεν συνοδεύεται από κανένα μέτρο απάνθρωπης ή αδικαιολόγητης αυστηρότητας ή αν δεν υπάρχουν σοβαροί λόγοι από τους οποίους να συνάγεται ότι η ζωή ή η ελευθερία του ναυτικού θα απειληθούν εξ αιτίας της φυλής του, της εθνικότητάς του, των πολιτικών του πεποιθήσεων ή της θρησκείας του, σε κάθε χώρα πιθανού προορισμού του πλοίου.

3. Όσον αφορά τις διαφορές μεταξύ του πλοιάρχου και των μελών του πληρώματος σχετικά με τους μισθούς και τα συμβόλαια πρόσληψης, οι δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής δεν θα ασκούν την αρμοδιότητα που έχουν σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους αυτού, παρά μόνο μετά από γνωστοποίηση στον προξενικό λειτουργό και εφ' όσον δεν υπάρχει αντίταξη του τελευταίου.

Άρθρο 36.

1. Εκτός από αντίθετη διάταξη των παραγράφων 2 και 3 του άρθρου αυτού, οι δικαστικές και διοικητικές αρχές του Κράτους διαμονής δεν μπορούν να ασκούν τη δικαιοδοσία τους ή να επεμβαίνουν σε αδικήματα ή συμβάντα που έλαβαν χώρα πάνω στο πλοίο, παρά μόνο μετά από αίτηση ή συγκατάθεση του προξενικού λειτουργού ή κάθε άλλου δεόντως εξουσιοδοτημένου προσώπου.

2. Ανεξάρτητα από τη συγκατάθεση του προξενικού λειτουργού ή κάθε άλλου δεόντως εξουσιοδοτημένου προσώπου, οι δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής μπορούν να ασκούν τη δικαιοδοσία τους ως προς τα αδικήματα που τελούνται πάνω στο πλοίο, εφ' όσον τα αδικήματα αυτά :

α) διαπράχτηκαν από ή κατά υπηκόου του Κράτους διαμονής.

β) διαταράσσουν την ησυχία ή την ασφάλεια λιμένος του Κράτους διαμονής ή την ασφάλεια της χωρικής θάλασσας ή των εσωτερικών υδάτων του Κράτους αυτού.

γ) είναι αδικήματα κατά των νόμων και κανονισμών του Κράτους διαμονής και αφορούν στην ασφάλεια του Κράτους, στη δημόσια υγεία, στη διάσωση της ανθρώπινης ζωής στη θάλασσα, στην είσοδο στο έδαφος, στο τελωνείο ή στη ρύπανση με υδρογονάνθρακες.

δ) αποτελούν σοβαρά αδικήματα.

3. Οι διοικητικές αρχές του Κράτους διαμονής μπορούν να επεμβαίνουν ανεξάρτητα από τη συγκατάθεση του προξενικού λειτουργού ή κάθε άλλου δεόντως εξουσιοδοτημένου προσώπου, όσον αφορά συμβάντα που έλαβαν χώρα πάνω στο πλοίο:

α) όταν πρόσωπο κατηγορείται ότι διέπραξε πάνω στο πλοίο αδίκημα, επί του οποίου οι δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής μπορούν, σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο, να ασκήσουν τη δικαιοδοσία τους ή όταν υπάρχουν σοβαροί λόγοι να πιστεύεται ότι ένα τέτοιο αδίκημα διαπράττεται ή έχει διαπραχθεί πάνω στο πλοίο.

β) όταν δικαιούνται να επεμβαίνουν σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 35.

γ) όταν πρόσωπο κρατείται παρά τη θέλησή του πάνω στο πλοίο, εκτός από την περίπτωση κράτησης μέλους του πληρώματος για πειθαρχικό παράπτωμα.

δ) για να λάβουν κάθε μέτρο ή να προβούν σε κάθε εξέταση που θεωρούν αναγκαία σχετικά με ένα από τα θέματα που μνημονεύονται στις υποπαραγράφους β και γ της προηγούμενης παραγράφου.

4. Για τους σκοπούς του άρθρου αυτού, ο όρος «σοβαρό αδίκημα» σημαίνει κάθε αδίκημα που σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής τιμωρείται με μεγίστη στερητική της ελευθερίας ποινή τουλάχιστον πέντε ετών ή ενδεχομένως και για τα κράτη που θα γνωστοποιήσουν αυτό με ποινή στερητική της ελευθερίας τριών ή τεσσάρων ετών.

Άρθρο 37.

1. Εκτός από την περίπτωση που αυτό είναι αδύνατο λόγω της επείγουσας φύσης της υπόθεσης, ο προξενικός λειτουργός πρέπει να πληροφορείται επαρκώς εκ των προτέρων, για να μπορέσει να παρίσταται, όταν οι αρχές του Κράτους διαμονής προβαίνουν σε ενέργειες πάνω στο πλοίο κατ' εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 36.

2. Σε όλες τις περιπτώσεις που οι αρχές του Κράτους διαμονής ενεργούν βάσει του άρθρου 36, θα παρέχουν στους προξενικούς λειτουργούς πλήρεις πληροφορίες ως προς τα εν λόγω συμβάντα.

3. Οι διατάξεις του άρθρου αυτού δεν εφαρμόζονται στους συνήθεις ελέγχους, που αφορούν στα τελωνεία, στη δημόσια υγεία, στη λιμενική αστυνομία, στα επικίνδυνα εμπορεύματα και στον έλεγχο της μετανάστευσης.

Άρθρο 38.

1. Όταν μέλος του πληρώματος του πλοίου δεν επανέλθει στη θέση του στο πλοίο του Κράτους αποστολής, οι διοικητικές ή δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής παρέχουν μετά από αίτηση του προξενικού λειτουργού, κάθε δυνατή συνδρομή για την αναζήτηση του εν λόγω μέλους του πληρώματος.

2. Εφ' όσον αποδειχτεί η λιποταξία και με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 29, ο λιποτάκτης κρατείται από τις αρχές του Κράτους διαμονής και επαναπροσάγεται στο πλοίο ή παραδίδεται στον πλοίαρχο ή σε κάθε άλλο αρμόδιο πρόσωπο, σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής.

3. Οι αρχές του Κράτους διαμονής δεν δεσμεύονται από τις διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου,

α) όταν ο λιποτάκτης είναι υπήκοος του Κράτους διαμονής.

β) Όταν υπάρχουν σοβαροί λόγοι να πιστεύεται ότι η ζωή ή η ελευθερία του θα απειληθούν λόγω της φυλής του, της εθνικότητάς του, των πολιτικών του πεποιθήσεων ή της θρησκείας του σε κάθε χώρα πιθανού προορισμού του πλοίου.

4. Όταν μέλος του πληρώματος πλοίου δεν προλάβει το πλοίο αυτό και επιθυμεί να το προφτάσει σε άλλο λιμένα ή να επιβιβαστεί σε άλλο πλοίο, ή γενικά επιθυμεί να εγκαταλείψει αμέσως το Κράτος διαμονής, οι αρχές του Κράτους αυτού, μετά από αίτηση του προξενικού λειτουργού θα παρέχουν, εφ' όσον υπάρχει ανάγκη, και με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 29 τις για το σκοπό αυτόν κατάλληλες διευκολύνσεις και συνδρομή και θα απέχουν από κάθε ενέργεια που θα μπορούσε να παρακωλύσει την πραγματοποίησή του.

Άρθρο 39.

1. Οι αρχές του Κράτους διαμονής, ευθύς μόλις λάβουν γνώση θα πληροφορούν τον αρμόδιο προξενικό λειτουργό, όταν :

α) πλοίο του Κράτους αποστολής ναυαγήσει ή προσαράξει στη χωρική θάλασσα ή στα εσωτερικά ύδατα του Κράτους διαμονής ή κοντά στα ύδατα αυτά.

β) μέρος του πλοίου ή το φορτίο πλοίου του Κράτους αποστολής προσαράξουν στις ακτές του Κράτους διαμονής.

2. Οἱ ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς θὰ παίρνουν ὅλα τὰ ἀπαραίτητα μέτρα γιὰ νὰ διατηροῦν τὴν τάξη, νὰ διασφαλίζουν τὴν προστασία τοῦ πλοίου, τῶν προσώπων καὶ τῶν ἀγαθῶν στὶς περιπτώσεις ποὺ μνημονεύονται στὴν προηγούμενη παράγραφο καὶ γιὰ νὰ ἀποφεύγονται οἱ ζημιὲς ποὺ θὰ μποροῦσαν νὰ προκληθοῦν σὲ ἄλλα πλοῖα ἢ λιμενικὲς ἐγκαταστάσεις.

Θὰ πληροφοροῦν ἐπίσης ὅσο τὸ δυνατὸν πιὸ γρήγορα τὸν ἁρμόδιο προξενικὸ λειτουργὸ σχετικὰ μὲ τὰ μέτρα αὐτὰ καὶ ὅταν τοῦτο καταδεικνύεται κατάλληλο καὶ ἐφικτό, θὰ συνεργάζονται μαζί του.

Ἄρθρο 40.

1. Ὅταν ὁ πλοίαρχος, ὁ ἐφοπλιστής, οἱ ἀσφαλιστὲς ἢ οἱ πράκτορές τους δὲν εἶναι σὲ θέση νὰ πάρουν μέτρα γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτόν, ὁ ἁρμόδιος προξενικὸς λειτουργὸς θὰ μπορεῖ, μὲ τὴν ἰδιότητα τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ ἐφοπλιστοῦ, σὲ συνεργασία μὲ τὶς ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς καὶ σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους τούτου, νὰ παίρνει τὰ ἴδια μέτρα ὅσον ἀφορᾶ τὸ πλοῖο, μέρος τοῦ πλοίου αὐτοῦ ἢ τοῦ φορτίου ποὺ μνημονεύεται στὴν παράγραφο 1 τοῦ ἄρθρου 39, ποὺ θὰ μποροῦσε νὰ ἔχει πάρει ὁ ἐφοπλιστής, ἐὰν ἦταν παρών.

2. Τὰ ἀντικείμενα ποὺ ἀνήκουν σὲ τέτοιο πλοῖο ἢ σὲ τέτοιο φορτίο δὲν ὑπόκεινται σὲ δικαιώματα καὶ τέλη εἰσαγωγῆς, παρὰ μόνο ἂν προορίζονται γιὰ ἐσωτερικὴ κατανάλωση στὸ Κράτος διαμονῆς. Οἱ ἀρχὲς τοῦ Κράτους διαμονῆς μποροῦν ἐν τούτοις, ἐὰν τὸ κρίνουν σκόπιμο, νὰ ζητήσουν ἐγγυήσεις ἐνόψη τῆς διαφύλαξης τῶν συμφερόντων τοῦ Δημοσίου, ὅσον ἀφορᾶ παρόμοια ἀντικείμενα προσωρινὰ ἐναποθηκευμένα στὸ Κράτος διαμονῆς.

Ἄρθρο 41.

1. Ὅταν ὁ πλοίαρχος ἢ μέλος τοῦ πληρώματος ποὺ δὲν εἶναι ὑπήκοος τοῦ Κράτους τῆς σημαίας τοῦ πλοίου, ἀποβιώσει στὴ θάλασσα ἢ στὸ ἔδαφος οἱασδήποτε χώρας, οἱ ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Κράτους τῆς σημαίας τοῦ πλοίου θὰ ἀποστέλλουν χωρὶς καθυστέρηση στὸν προξενικὸ λειτουργὸ ἢ στὶς ἄλλες ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Κράτους τοῦ ἀποβιώσαντος, ἀντίγραφο τῶν λογαριασμῶν ποὺ ἔλαβαν ὅσον ἀφορᾶ τὰ ἀντικείμενα, τὸ μισθὸ ἢ τὰ ἄλλα πράγματα τοῦ ἀποβιώσαντος καθὼς καὶ ὅλες τὶς πληροφορίες ποὺ εἶναι πρόσφορες γιὰ τὴ διευκόλυνση τῆς ἀναζήτησης προσώπων, ποὺ θὰ μποροῦσαν νὰ προβάλουν δικαιώματα στὴν κληρονομία.

2. Ὅταν ἡ ἀξία τῶν ἀντικειμένων, μισθῶν καὶ ἄλλων πραγμάτων τοῦ ἀποβιώσαντος πλοιάρχου ἢ ναυτικοῦ δὲν ὑπερβαίνει τὰ 500 ἑλβετικὰ χρυσὰ φράγκα ἢ κάθε ἄλλο ἀνώτερο ποσὸ τοῦ ὁποίου τὸ σύνολο θὰ πραγματοποιεῖται ἐκ τῶν ὑστέρων ἀπὸ τὸ Κράτος τῆς σημαίας τοῦ πλοίου, οἱ ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Κράτους αὐτοῦ, ἐφ' ὅσον ἔχουν πειστεῖ ὅτι πρόσωπο ποὺ διαμένει στὸ Κράτος τοῦ ἀποβιώσαντος δικαιοῦται νὰ παραλάβει τὴν κληρονομία τοῦ ἀποβιώσαντος, θὰ μεταβιβάζουν χωρὶς καθυστέρηση στὸν προξενικὸ λειτουργὸ ἢ στὶς ἄλλες ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Κράτους τοῦ ἀποβιώσαντος τὰ ἀντικείμενα, μισθὸ καὶ ἄλλα πράγματα τοῦ ἀποβιώσαντος πλοιάρχου ἢ τοῦ ἀποβιώσαντος ναυτικοῦ, τῶν ὁποίων ἔχουν τὴ φύλαξη.

Παρὰ ταῦτα, οἱ ἀρχὲς τοῦ Κράτους τῆς σημαίας ἔχουν τὸ δικαίωμα, πρὶν προβοῦν στὴ μεταβίβαση αὐτή, νὰ ἀφαιρέσουν ἀπὸ τὸ ἐνεργητικὸ τῆς ἐν λόγῳ κληρονομίας ὅλα τὰ ἀπαραίτητα ποσὰ γιὰ τὴν κάλυψη πιστώσεων προσώπων ποὺ δὲν διαμένουν στὸ Κράτος τοῦ ἀποβιώσαντος, ὅταν κρίνουν ἀπαραίτητο ὅτι οἱ πιστώσεις αὐτὲς εἶναι δικαιολογημένες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

Γενικὲς Διατάξεις

Ἄρθρο 42.

Κατὰ τὴν ἄσκηση τῶν καθηκόντων τους, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν νὰ εἰσπράττουν τὰ δικαιώματα καὶ τὰ τέλη ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ Κράτος ἀποστολῆς.

Τὰ οὕτως εἰσπραττόμενα τέλη καὶ δικαιώματα θὰ εἶναι ἐλεύθερα μετατρέψιμα καὶ μεταβιβάσιμα στὸ νόμισμα τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

Ἄρθρο 43.

Οἱ διατάξεις τῆς παρούσας Σύμβασης δὲν θίγουν τὶς ἄλλες ἰσχύουσες διεθνεῖς συμφωνίες ὡς πρὸς τὶς σχέσεις μεταξὺ τῶν Κρατῶν-Μερῶν στὶς συμφωνίες αὐτές.

Ἄρθρο 44.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοί, ἐκτὸς ἀπὸ τὰ προξενικὰ καθήκοντα ποὺ προβλέπονται στὴν παρούσα Σύμβαση, ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἀσκοῦν ὅλα τὰ ἄλλα προξενικὰ καθήκοντα ποὺ τοὺς ἀναθέτει τὸ Κράτος ἀποστολῆς καὶ ποὺ δὲν ἀπαγορεύονται ἀπὸ τὴ νομοθεσία τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ στὰ ὁποῖα τὸ Κράτος τοῦτο δὲν ἀντιτίθεται.

2. Σὲ ὅλες τὶς περιπτώσεις που ἡ παρούσα Σύμβαση προβλέπει τὴν ἄσκηση ὁρισμένων καθηκόντων ἀπὸ προξενικὸ λειτουργό, ἐναπόκειται στὸ Κράτος ἀποστολῆς νὰ καθορίσει ἂν καὶ σὲ ποιὸ βαθμὸ οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ θὰ ἀσκήσουν τὰ καθήκοντα αὐτά.

3. Κανένα Συμβαλλόμενο Μέρος δὲν μπορεῖ νὰ ἀξιώσει, δυνάμει τῆς παρούσας Σύμβασης, νὰ μποροῦν οἱ προξενικοὶ λειτουργοί του νὰ ἀσκοῦν στὸ ἔδαφος ἄλλου Μέρους καθήκοντα, τὴν ἄσκηση τῶν ὁποίων τὸ ἴδιο δὲν ἐπιτρέπει στοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς τοῦ τελευταίου αὐτοῦ Μέρους.

Ἄρθρο 45.

Ὅταν ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἄρθρων τῆς παρούσας Σύμβασης μπορεῖ νὰ ἐνδιαφέρει τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς δύο ἢ περισσότερων Συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ ἐναπόκειται σὲ αὐτοὺς τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς νὰ προβαίνουν σὲ ὅλες τὶς ἀπαραίτητες ἐπαφὲς γιὰ τὴ σύσταση χρήσιμης συνεργασίας ὄχι μόνο μεταξύ τους, ἀλλὰ ἐπίσης μεταξὺ αὐτῶν καὶ τῶν διοικητικῶν καὶ δικαστικῶν ἀρχῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρο 46.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς τοῦ Κράτους στὸ ὁποῖο συνήθως διαμένει ἕνας ἄπατρις, μπορεῖ νὰ τὸν προστατεύσει, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῆς 1ης παραγράφου τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσας Σύμβασης, ἐκτὸς ἂν ὁ ἄπατρις αὐτὸς εἶναι πρώην ὑπήκοος τοῦ Κράτους διαμονῆς.

2. Τὸ ἄρθρο αὐτὸ θὰ ἐφαρμόζεται σὲ κάθε πρόσωπο ποὺ εἶναι ἄπατρις, κατὰ τὴν ἔννοια τῆς Σύμβασης τῆς σχετικῆς μὲ τὸ καθεστὼς τῶν ἀπάτριδων ποὺ ἀνοίχτηκε γιὰ ὑπογραφὴ στὴ Νέα Ὑόρκη στὶς 28 Σεπτεμβρίου 1954.

Ἄρθρο 47.

Τὸ Κράτος διαμονῆς δὲν θὰ ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτρέπει σ' ἕναν προξενικὸ λειτουργὸ νὰ μπορεῖ νὰ ἀσκεῖ τὰ προξενικά του καθήκοντα ἢ νὰ ἐνεργεῖ πρὸς ὄφελος ἢ νὰ ἐπιλαμβάνεται κατ' ἄλλο τρόπο ἑνὸς ὑπηκόου τοῦ Κράτους ἀποστολῆς, ὁ ὁποῖος ἔγινε πολιτικὸς πρόσφυγας γιὰ λόγους ποὺ ἀνάγονται στὴ φυλή, στὴν ἐθνικότητα, στὶς πολιτικὲς πεποιθήσεις ἢ στὴ θρησκεία.

Ἄρθρο 48.

Καμία διάταξη τῆς παρούσας Σύμβασης θὰ θίγει τὸ εἰδικὸ καθεστὼς καὶ τὴ διεθνὴ προστασία, ποὺ παρέχονται ἀπὸ τὰ Μέρη τῆς Σύμβασης στοὺς πρόσφυγες, σύμφωνα μὲ τὰ ὑφιστάμενα ἢ μέλλοντα διεθνὴ κείμενα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI

Τελικὲς Διατάξεις

Ἄρθρο 49.

Τὰ Παραρτήματα τῆς παρούσας Σύμβασης ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστο μέρος αὐτῆς.

Άρθρο 50.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβαση εἶναι ἀνοικτὴ γιὰ ὑπογραφὴ ἀπὸ τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ἡ Σύμβαση θὰ ἐπικυρωθεῖ ἢ θὰ γίνει ἀποδεκτή. Τὰ ἔγγραφα ἐπικύρωσης ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατίθενται στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ Σύμβαση θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάθεσης τοῦ πέμπτου ἐγγράφου ἐπικύρωσης ἢ ἀποδοχῆς.

3. Ἡ Σύμβαση θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ γιὰ κάθε ὑπογράφον Κράτος ποὺ θὰ τὴν ἐπικυρώσει ἢ θὰ τὴν ἀποδεχτεῖ ἐκ τῶν ὑστέρων, τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάθεσης τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης ἢ ἀποδοχῆς αὐτοῦ.

Άρθρο 51.

1. Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς παρούσας Σύμβασης, ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ μπορεῖ νὰ ἀποφασίζει ὁμόφωνα νὰ προσκαλεῖ κάθε Εὐρωπαϊκὸ Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου, νὰ προσχωρήσει στὴν παροῦσα Σύμβαση.

2. Ἡ προσχώρηση θὰ πραγματοποιεῖται μὲ τὴν κατάθεση ἐγγράφου προσχώρησης στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ποὺ θὰ τίθεται σὲ ἰσχὺ τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάθεσής του.

Άρθρο 52.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ, κατὰ τὴν ὑπογραφὴ ἢ κατὰ τὴν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ προσχώρησης αὐτοῦ, νὰ καθορίζει τὸ ἢ τὰ ἐδάφη στὰ ὁποῖα θὰ ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβαση.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος κατὰ τὴν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ προσχώρησης αὐτοῦ ἢ ὁποτεδήποτε μετά, μπορεῖ νὰ ἐπεκτείνει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Σύμβασης, μὲ δήλωση ἀπευθυνόμενη πρὸς τὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, σὲ κάθε ἄλλο ἔδαφος καθοριζόμενο στὴ δήλωση, τὸ ὁποῖο ἐκπροσωπεῖ στὶς διεθνεῖς σχέσεις ἢ γιὰ λογαριασμὸ τοῦ ὁποίου εἶναι ἐξουσιοδοτημένο νὰ ἀναλαμβάνει δεσμεύσεις.

3. Κάθε δήλωση ποὺ γίνεται σύμφωνα μὲ τὴν προηγούμ.νη παράγραφο, θὰ εἶναι δυνατὸ νὰ ἀποσύρεται ὅσον ἀφορᾶ κάθε ἔδαφος καθοριζόμενο σ'αὐτὴν τὴ δήλωση, μὲ τὶς προυποθέσεις ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 55 τῆς παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 53.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, κατὰ τὴν ὑπογραφὴ ἢ τὴν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ προσχώρησης αὐτοῦ, μπορεῖ νὰ δηλώσει ὅτι θὰ κάνει χρήση μιᾶς ἢ περισσοτέρων τῶν ἐπιφυλάξεων, ποὺ ἀναγράφονται στὸ Παράρτημα 1 τῆς παρούσας Σύμβασης.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ ἀνακαλέσει ἐξ ὁλοκλήρου ἢ μερικῶς ἐπιφύλαξη ποὺ διατύπωσε βάσει τῆς προηγούμενης παραγράφου, μὲ δήλωση ἀπευθυνόμενη στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καὶ ἡ ὁποία θὰ τίθεται σὲ ἰσχὺ ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία λήψης της.

3. Τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος ποὺ διατύπωσε ἐπιφύλαξη πάνω σὲ διάταξη τῆς παρούσας Σύμβασης, δὲν μπορεῖ νὰ ἀξιώσει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς διάταξης αὐτῆς ἀπὸ ἄλλο Μέρος· ἐν τούτοις, μπορεῖ, ἐὰν ἡ ἐπιφύλαξη εἶναι μερικὴ ἢ δυνητική, νὰ ἀξιώσει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς διάταξης αὐτῆς, στὸ μέτρο ποὺ τὸ Μέρος αὐτὸ τὴν ἀποδέχτηκε.

Άρθρο 54.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ μπορεῖ, μὲ γνωστοποίηση πρὸς τὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, νὰ δηλώσει ὅτι, μὲ κοινὴ συμφωνία μὲ ἕνα ἢ περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη, διεύρυνε τὸ περιεχόμενο ὁρισμένων διατάξεων στὶς σχέσεις του μὲ αὐτὸ ἢ τὰ ἄλλα Συμβαλλόμενα Μέρη. Μιὰ τέτοια γνωστοποίηση θὰ πρέπει νὰ συνοδεύεται ἀπὸ τὸ κείμενο τῆς ἐπελθούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 55.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβαση θὰ παραμένει σὲ ἰσχὺ ἐπ' ἀόριστον.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ μπορεῖ, καθ' ὅσον τὸ ἀφορᾶ, νὰ καταγγείλει τὴν παροῦσα Σύμβαση, μὲ γνωστοποίηση πρὸς τὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Ἡ καταγγελία θὰ τίθεται σὲ ἰσχὺ ἕξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία λήψης τῆς γνωστοποίησης ἀπὸ τὸ Γενικὸ Γραμματέα.

Άρθρο 56.

1. Τὰ μέρη οἱασδήποτε διαφορᾶς, ποὺ ἀναφύεται ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴ ἢ τὴν ἑρμηνεία τῶν διατάξεων τῆς παρούσας Σύμβασης ἢ τῶν Πρωτοκόλλων της, θὰ ὀφείλουν νὰ ἀναζητήσουν τὴ λύση προπάντων μὲ διαπραγματεύσεις, συνδιαλλαγή, διαιτησία, ἢ μὲ κάθε ἄλλο τρόπο εἰρηνικῆς διευθέτησης ποὺ νὰ εἶναι ἀποδεκτὸς ἀπὸ αὐτὰ μὲ κοινὴ συμφωνία.

Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ μπορεῖ νὰ συστήσει διαδικασίες ἐπίλυσης ποὺ θὰ μποροῦν νὰ χρησιμοποιηθοῦν ἀπὸ τὰ διάδικα κράτη, ἐφ' ὅσον αὐτὰ συναινοῦν.

2. Ἐὰν τὰ μέρη δὲν ἐπιτύχουν τὴν ἐπίλυση τῆς ἀναφερόμενης στὴν προηγούμενη παράγραφο διαφορᾶς μὲ ἕνα ἀπὸ τὰ μέσα ποὺ ὑποδεικνύονται στὴν ἐν λόγῳ παράγραφο, θὰ ὑποβάλλεται μετὰ ἀπὸ αἴτηση ἑνὸς τῶν μερῶν στὸ Διεθνὲς Δικαστήριο.

Άρθρο 57.

Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ γνωστοποιεῖ στὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου καὶ σὲ κάθε Κράτος ποὺ προσχώρησε στὴν παροῦσα Σύμβαση :

α) κάθε ὑπογραφή.

β) τὴν κατάθεση κάθε ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ προσχώρησης.

γ) κάθε ἡμερομηνία θέσης σὲ ἰσχὺ τῆς παρούσας Σύμβασης σύμφωνα μὲ τὰ ἄρθρα 50 καὶ 51.

δ) κάθε δήλωση ποὺ ἐλήφθη κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 52.

ε) κάθε ἐπιφύλαξη ποὺ διατυπώθηκε κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 53.

στ) τὴν ἀνάκληση κάθε ἐπιφύλαξης ποὺ ἔγινε κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 53.

ζ) κάθε γνωστοποίηση ποὺ ἐλήφθη κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 36, παράγραφος 4, τοῦ ἄρθρου 41 παράγραφος 2 καὶ τοῦ ἄρθρου 54.

η) κάθε γνωστοποίηση ποὺ ἐλήφθη κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 55 καὶ τὴν ἡμερομηνία ποὺ ἡ καταγγελία θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχύ.

Σὲ πίστωση τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπόγραψαν τὴν παροῦσα Σύμβαση.

Ἔγινε στὸ Παρίσι, στὶς 11 Δεκεμβρίου 1967, στὴ γαλλικὴ καὶ τὴν ἀγγλικὴ γλῶσσα καὶ σὲ ἕνα μόνο πρωτότυπο ποὺ θὰ κατατεθεῖ στὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Καὶ τὰ δύο κείμενα ἔχουν τὴν ἴδια ἰσχύ.

Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ κοινοποιήσει ἀκριβὲς ἀντίγραφο σὲ κάθε ὑπογράφον καὶ προσχωροῦν Κράτος.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσεται :

1. νὰ μὴν ἀναγνωρίζει τὴν ὑποχρέωση πληροφόρησης τῶν προξενικῶν λειτουργῶν, ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὴν παράγραφο 1 τοῦ ἄρθρου 6, ἐὰν ὁ ἐνδιαφερόμενος, ἀφοῦ πληροφορηθεῖ

χωρὶς καθυστέρηση τὰ δικαιώματά του, δὲν τὸ ζητήσει καὶ νὰ μὴν ἐπιτρέπει τὴν ἄσκηση τοῦ δικαιώματος ἐπίσκεψης ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὶς παραγράφους 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 6, παρὰ μόνον ἐὰν ὁ ἐνδιαφερόμενος δὲν ἀντιτίθεται σ' αὐτό.

2. νὰ ἀποφασίζει, ὅτι οἱ γνωστοποιήσεις ποὺ οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ θὰ δημοσιεύουν γιὰ τοὺς ὑπηκόους τους στὸ πλαίσιο τῆς ὑποπαραγράφου (α) τοῦ ἄρθρου 8, σὲ καμιὰ περίπτωση δὲν θὰ δημοσιεύονται στὸν ἐγχώριο τύπο.

3. νὰ μὴν ἐπιτρέπει στοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς νὰ παραλαμβάνουν σὲ οἱαδήποτε μορφὴ ψηφοδέλτια ποὺ θὰ τοὺς ἐπιδίδονται στὸ πλαίσιο τῆς ὑποπαραγράφου (β) τοῦ ἄρθρου 8 ἀπὸ τοὺς ὑπηκόους τους ποὺ ἐπιθυμοῦν νὰ συμμετάσχουν σὲ δημοψήφισμα ἢ ἐκλογές.

4. νὰ μὴν ἀναγνωρίζει ἀποτελέσματα στὸ ἔδαφός του ἀπὸ τὶς πράξεις προσωπικῆς κατάστασης ποὺ συντάσσονται ἀπὸ τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς σύμφωνα μὲ τὴν ὑποπαράγραφο (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 13.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναγνωρίζουν ὅτι ἡ Αὐστρία δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἐφαρμόσει ὡς πρὸς τὴ ναυσιπλοΐα στὸ ἐσωτερικὸ τοῦ ἐδάφους της τὶς διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου IV τῆς παρούσας Σύμβασης ποὺ ἀφοροῦν στὴ θαλάσσια ναυσιπλοΐα.

Ἄρθρο δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 22 Ἰουνίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ — **ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 22 Ἰουνίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ